

LIBE PAGE 18

**Fondateur : Hubert Beuve-Méry**

**Directeur : Jacques Fauvet**

**Tarif des abonnements page 11**  
**5, RUE DES ITALIENS**  
**75437 PARIS CEDEX 09**  
**C. C. F. 4207-23 Paris**  
**Télex Paris n° 650572**  
**Tél. : 246-72-23**

(Lire la suite page 3.)



Le Monde

# idées

## RECHERCHE SCIENTIFIQUE

### Duplicité ou impuissance ?

par ROBERT CHAPUIS (\*)

Le 1<sup>er</sup> août dernier, le gouvernement a reconnu l'échec de sa politique de recherche. Contrairement aux engagements pris en février 1975 par le président de la République, la France n'a pas réduit l'écart avec les pays « comparables », bien au contraire. Mais, soyons rassurés, maintenant cela va changer... Comment ? C'est une autre affaire.

Si les mêmes causes produisent les mêmes effets, on peut prédire que la situation de la recherche continuera de s'aggraver. En effet, comme en 1975, on parle de dresser des bilans et de redorer le blason de l'Académie des sciences, mais on oublie de s'adresser aux principaux intéressés : les chercheurs eux-mêmes. Comme en 1975, on prévoit d'augmenter les crédits, sans fixer ni chiffre ni délai. Plus, il y a quatre ans, on prévoyait une augmentation régulière des effectifs, pour faciliter le renouvellement des chercheurs ; aujourd'hui, on ne parle plus que de mobilité.

Dans le VII<sup>e</sup> Plan, la recherche constituait l'un des fameux programmes d'action prioritaire : on sait qu'il en a été. En 1975, l'autre programme pour les cinq secteurs de recherche jugés « prioritaires », sans que l'on ait défini les moyens propres à cette priorité ? Vout-on trouver des prétextes pour limiter l'effort dans les autres secteurs ou procéder à des montages scientifico-industriels qui risquent de porter gravement préjudice aux responsabilités des organismes publics ? On voit déjà les conséquences dans cet étrange oubli des sciences sociales et humaines, dont la crise est pourtant si grave qu'elle met en cause l'existence même de nos

capacités de recherche en ce domaine.

Une fois de plus, on prend le problème à l'envers. On cherche à couvrir des mesures partielles — sur le Centre national de la recherche scientifique en particulier — par un discours de caractère général, pour isoler les chercheurs et leur imposer de prétendues réformes. Or, qu'en est-il des mesures concernant le C.N.R.S. ?

Certaines constituent des aménagements administratifs, et il est vrai que l'administration du C.N.R.S. doit être améliorée. D'autres valent par ce qu'elles ne sont pas : c'est ainsi qu'a été évitée la soumission à une politique universitaire dont on connaît, par ailleurs, les méfaits ou les impuissances. Enfin, on veut changer la nature des organismes internes au C.N.R.S. en renforçant la représentation des personnels et en accroissant celle des personnalités extérieures, ce qui limite l'élection et élargit la nomination. On reconnaît bien là l'étrange libéralisme qui nous gouverne, mais comment pourra-t-on redonner un avenir à la recherche en jetant la suspicion sur les chercheurs, voire même en éliminant de la gestion de la recherche ses auxiliaires les plus immédiats que sont les personnels techniques et administratifs ? Cet acte de mépris ne peut qu'indigner ceux qui, comme nous, se réfèrent à une volonté d'autogestion, mais il révèle aussi que les conceptions élitistes de la nouvelle droite ont une influence réelle sur les dirigeants de notre pays. Ces mesures n'apportent aucune

solution à la crise profonde que la recherche traverse dans notre pays. La recherche doit être corrélée à l'ensemble du développement économique et social : telle est la question ; c'est d'elle qu'il faut partir. Elle implique des mesures réelles, en lien avec un plan d'ensemble, et non des vœux pieux ou d'insupportables traquenards. A cet égard, on peut formuler trois exigences :

1) Savoir de quel l'on parle : le développement industriel et l'effort de recherche ne reposent pas sur la même logique ; on ne peut en aucun cas réduire l'un à l'autre. Il est évident que l'industrie a besoin d'avancées technologiques, donc d'innovations, donc de recherche ; de même la recherche a besoin d'être nourrie par les problèmes industriels comme par les retombées financières des avancées technologiques, sans pour autant se limiter à cette zone ou ces secteurs. Le rôle d'un gouvernement est de faciliter les coopérations, sans les transformer en dépendances ;

2) Les objectifs du gouvernement doivent être clairement définis, en particulier ses engagements financiers en volume et dans le temps. M. Giscard d'Estaing vient de le faire en matière militaire : est-ce impossible pour la recherche, du moins pour la part qui lui revient ? Il est vrai que l'on ne sait même pas au juste quels sont les responsables gouvernementaux en la matière. M. Aigrain fait des commissions, Mme Saunier-Schère cherche du pouvoir, et

M. Giraud récupère des crédits. Pouvons-nous en attendre plus ?

3) Des négociations doivent s'ouvrir, mais ensuite, mais ensuite, avec l'ensemble des partenaires et des personnels concernés. C'est alors que, dans le respect des intérêts de chacun et le souci de l'effort collectif, il sera possible d'imaginer les formules les meilleures, dans l'action comme dans les structures : le secteur public industriel pourrait d'ailleurs jouer dans ce dialogue un rôle important. Il semble que pour l'institut national de la recherche agronomique, grâce à l'action des chercheurs et aux soutiens qu'ils ont reçus, on s'achemine vers des formules plus satisfaisantes. Que l'on tire les leçons de l'expérience : discuter d'abord, décider ensuite. C'est la logique même.

C'est pourquoi les socialistes sont étroitement solidaires des syndicats de chercheurs dans leur protestation comme dans leur volonté de négocier en toute liberté, pour faire entendre la voix et les propositions des travailleurs qu'ils représentent, quel que soit leur statut, ingénieurs, techniciens, administratifs ou chercheurs.

Mais au fond, si le pouvoir ne veut pas discuter, n'est-ce pas qu'en réalité il n'a rien à dire : il lui suffit de laisser charrier les forces économiques dominantes. S'il en est ainsi, loin de contribuer à résoudre la crise économique, la recherche en subira le contrecoup : la crise de la recherche s'en accentuera d'autant. Que M. Aigrain se dépêche de remettre sa copie au président de la République : sur la recherche, on ne pourra bientôt plus écrire que des livres noirs...

### Couper l'arbre pour avoir le fruit ?

Dans le *Journal des savants* de mars 1956 (page 150), Jean-Baptiste Biot écrit quelques lignes qui, aujourd'hui, sont d'une actualité angossante, car ce qui était alors vrai de « la foule irréfléchie, ignorante des causes », l'est maintenant de ministres français. Je cite : « Alors, la foule irréfléchie, ignorante des causes, n'a plus vu des sciences que leurs résultats, et, comme le sauvage, elle aurait volontiers trébuché à ce bruit des exigences populaires. Pourrait-on, avec une invariable persévérance, notre patient travail d'exploration, sans les écouter... »

#### L'informatique et l'université

La rentabilité que veulent lui imposer les ministres est l'une des plaies du Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.). Il en est deux autres : l'informatique et l'université.

Il faut un certain courage pour s'attaquer à un lobby informatique, très puissant au C.N.R.S. Les adeptes disent aux profanes : « Vous ne savez même pas ce que c'est qu'une banque de données ! » Or une banque de données est ce que jusqu'à présent on appelait bibliographie du sujet. Le fait que cette bibliographie soit dactylographiée sur du papier d'emballage, et que ce papier d'emballage soit plié en accordéon, ne change rien à la chose. Le secret de Polichinelle, c'est que l'informatique, qui sert au C.N.R.S. dans de nombreux laboratoires, a fait faillite, du moins dans le domaine des sciences humaines. En attendant, le C.N.R.S. s'est

ruiné en ordinateurs : le résultat, c'est qu'il ne reste plus d'argent, ni pour recruter de nouveaux chercheurs ni pour imprimer les manuscrits qui ont été achevés depuis cinq ans.

Quant à l'université, Gabriel-Henri Gallard écrit en style « philosophique » dans son *Histoire de France* (1788-1789) : « Nos maîtres sont de seconds parents qui nous font naître pour la science et pour la vertu. Mais plus ils sont occupés de ce devoir sacré qui les réclame tout entiers, moins ils sont en état d'accueillir les progrès des sciences, même qu'ils professent. » (IV, 1819, page 182.) Par conséquent, c'est une erreur évidente que de faire juger des chercheurs par des professeurs. Or c'est bien là ce qui se passe dans les commissions du C.N.R.S.

BERTRAND HEMMERDINGER.

# Un voyage vers l'Asie

## Katmandou : déprime sur « Freak's Street »

par JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD

Katmandou (Népal). — Sacré déprimé sur « Freak's Street », la rue des routards et des junkies, dont la légende dorée — celle des années 60 — fait encore rêver dans les banlieues. On a beau s'y attendre un peu, ça ne fait pas chaud au cœur ! Ce coin du vieux Katmandou, à deux pas de Durbar Square et de Kumari Bahal (la maison de la déesse vivante), c'était le point de mire, le Vatican de tous les marginaux du monde. Les légendes finissent mal. Celle-là pue la désespérance. On croit venir « s'éclater » dans une vallée de commencement du monde, où bavarde les deux sur fond d'Himalaya. On finit sur la paille d'une « lodge » à 5 roupies (2 francs) la nuit, en crachant ses poumons dans une ambiance d'arnaque et de trips minables.

J'ai trouvé à l'Annapurna Lodge une « chambre » moins crasseuse que les autres pour 18 roupies. Comme doivent faire les nouveaux venus, je me suis assis au pied du « coffee corner », sur les marches d'une boutique népalaise. La rue grouille et craille comme Lutèce sous Louis XV. Rickshaws, chiens galeux, bronzes rigolards, bousculade de porteurs népalais pieds nus dans la gadoue et titubant sous le poids des charges, visages curieux à toutes les fenêtres de bois sculptés... Sur Durbar Square, où s'échouent les temples, monastères et pagodes, une cinquantaine de Népalais psallissent autour d'un gourou assis en tailleur. A tous les coins de rue, des autels dédiés à Ganesh, dieu à tête d'éléphant, sont tapotés par des hommes et des femmes qui sollicitent, en passant, sa protection et lui marquent le front au bétel. C'est vrai qu'il, loin du monde, dans cette parenthèse aimable entre six cents millions d'Indiens et huit cents millions de Chinois, tout devrait inviter à la prière, du moins à un sacré retour à l'intérieur de soi-même.

En cinq minutes, il faut déchanter ! Un jeune Népalais, quatorze-quinze ans, — pantalons à la mode, bottes et bottines à talons bobines, s'approche, le regard oblique. « Doux, tu veux du hash ? » (« Tu veux du bon hash ? »). Tu secoues la tête. Il insiste : « LSD, marijuana ? ». Il sort de sa poche 200 grammes de hash, enveloppés dans une feuille de « Motherland », journal local à la gloire du roi. On

discute prix : « 15 dollars ». Il s'approche un peu plus et, à voix basse : « Héroïne ? Do you want heroine ? ». Deux ou trois loulous se sont joints à lui et lorgnent ma sacoche. Le climat est plutôt lourd. Genre bas-fonds de Naples ou d'Amsterdam, mais sûrement pas « vallée fleurie de Katmandou ».

Devant nous, surgissent de la cohue népalaise, passent quelques silhouettes livides de junkies, français et italiens surtout. Short déchiré, savates, queue de cheval ou boule à zéro, robes à fleurs... On se croise sans un regard. Ni un mot. Zéro pour la convivialité : Freak's Street est maintenant une petite jungle où tous les coups sont permis pour acheter sa dose. A l'Annapurna Lodge, c'est des gars pour freaks fuchés, où l'on peut manger une assiette de riz pour 2 roupies, un « curd » (yaourt au kashchir) ou un « lemon lassa » (lait au citron) pour 3 roupies. Même climat : méfiance et coups d'éclat en coin. Les tables en bois, façon box, sont presque toutes occupées par des junkies déshabillés, allongés et peu causants. Peints à même le mur à la peinture rouge, une recommandation du patron interpelle le client : « Tâchez de ne pas fumer votre hash ici ». Ecrite au feutre, une affiche signale qu'une voiture descend vers Delhi la semaine prochaine et qu'il reste une place.

Fritz, barbu, pieds nus, ongles noirs, s'approche quand même pour me serrer la main. Il a quarante-cinq ans et il vient de Copenhague. Quand ? « Je ne me souviens plus » — peut-être six ou sept ans. Il enchaîne sur le « bon vieux temps du Freak's Street » et la dernière phrase de Henry Miller qu'il a lue hier soir : « Ecoute, mec ! Cette nuit j'ai fait un trip formidable. J'étais en haut de Swayambhu sur la colline. Couché sur le dos, j'avais la lune sur la tête qui éclairait la vallée. Incroyable, tu comprends ? ».

Desmond vient nous rejoindre. Lui est Anglo-Indien, « plus

freak que n'importe qui », mais avec une bonne bouille et des cheveux gris. Longue conversation pas très claire, sur ce « putain de Katmandou qui n'est plus ce qu'il était ». A-t-il été réellement autre chose ? Peut-être quand on achetait son hash au marché et la marijuana sur trois sous à Lohitain souvenir... Premièrement, les drogues dures importées de Thaïlande ou de Birmanie ont fait leur apparition à Katmandou. Beaucoup y succombent, mais, à ce niveau, on ne se « fixe » plus pour une bouchée de pain. Le besoin absolu d'acheter sa dose au prix fort a changé le climat : vol, meurtre, prostitution... Finis les sourires et les fleurs. Des junkies étrangers en tout cas, à « accrocher » de jeunes Népalaises à l'hé-

roïne et les prostituées aux touristes pour leur propre compte. Voilà quelques mois, un freak de nationalité suisse a été jugé à Katmandou. Convaincu de proxénétisme, il était responsable de la mort par overdose d'une de ses « filles », adolescente népalaise. Procès à scandale... mais vite étouffé. L'affaire s'est arrangée en coulisse, et contre une forte caution, il a été libéré. De plus en plus nombreuses, en tout cas, sont les Népalaises « accrochées » comme peuvent l'être les filles de Pigalle ou de Buenos-Aires. Quelques Françaises au bout du rouleau et à court de roupies font la même chose. « Il faut quand même mieux prendre des Népalaises, dit-on aux touristes, c'est moins cher et moins dangereux ».

Cette « répression », plus ostentatoire qu'efficace, a ses limites. Ici, comme partout, le commerce de la drogue est coté par quelques personnages puissants et protégés. Les poursuites s'arrêtent souvent en chemin. Commentaires d'un résident étranger : « Les autorités népalaises ont longtemps nié qu'il y ait des drogues dures ici. C'était pourtant l'évidence, et les Américains, par exemple, s'en inquiétaient beaucoup. Maintenant, elles ont fini par le reconnaître. L'héroïne et la morphine viennent de Bangkok. Katmandou n'est qu'un point de transit. Un marché aussi, mais pas un grand centre de trafic comme le « triangle asiatique ».

D'un certain point de vue, le tourisme lui non plus n'a rien arrangé. Le Népal, royaume oublié et qui fut fermé au monde extérieur jusqu'en 1951, est désormais saisi à son tour par les charniers, les agences de voyages et les tours opératoires. Des hôtels ont poussés dans la vallée, du cinq étoiles à la plus minable lodge. Sur l'aéroport de Simamangal débarquent des groupes avides. Français et Américains en tête, short obscène et Nikon en bandoulière, ils viennent traquer la magie népalaise et l'hindouisme 22 carats. Or les « hippies » — comme disent les locaux — font désormais distinction — font désormais distinction des curiosités locales. S'il dit vouloir réprimer le trafic des drogues dures, le régime népalais n'est pas mécontent tout de même que se perpétue le mythe des « chemins de Katmandou ». Il fait partie du « produit Népal ». Les guides officiels, sans complexe, mentionnent Freak's Street parmi les lieux pittoresques. On s'y rend en file indienne, photographiant tour à tour le bonze et le freak. Mieux encore, des agences de voyages incluent sérieusement dans leur forfait Paris - Katmandou - Paris une « shilom party » qui offre aux naïfs venus en charter un trip à la trajectoire calculée : 104 000 touristes en 1976, 160 000 en 1978, l'invasion s'ac-

celère au rythme de 20 % l'an. Un déluge...

On pourrait s'attendre que, l'un chassant l'autre et les rigueurs de la police aidant, les freaks désertent peu à peu Katmandou. C'est le contraire. Les médecins des ambassades qui consultent à tour de bras pour des freaks déliquescents — dix par jour quelquefois ! — constatent un nouvel afflux de « marginaux » en 1979. L'origine sociale a seulement changé. Finis les bébés du séisme arondissement, cédés le temps d'une gourme. Arrivent maintenant les fils d'ouvriers d'agrandes décadences de France, d'Italie ou d'Allemagne, nouvelle vague de chômeurs chassés par la « crise ». Tétanisés par une mythologie en charpie, ils continuent de prendre la « route » pour venir s'affaler, ici, dans ce qui n'est plus qu'une toute petite aventure. Piteuse.

A Pokhara, à 200 kilomètres de Katmandou, la communauté des borda du lac est toujours aussi nombreuse. On y mange depuis quelques semaines de nouveaux champignons hallucinogènes, meurtriers pour les personnalités un peu flagada. Des filles en quête de « vibrations » viennent accoucher à Katmandou au son des tam-tams de France, d'Italie ou d'Allemagne, pour la bonne saison, et Katmandou, quand il faut fuir la canicule, sont toujours les deux grands pôles asiatiques de la « route ». Elle finit souvent dans un cul-de-sac.

A l'ambassade de France, par exemple, l'endroit est devenu un « salon » loufoque où conduit la détresse et d'où partent de fameux S.O.S. Dans un bâtiment très colonial, au nez d'un huisserie raide et des secrétaires tirées à quatre épingles, une chambre petite conférie fait attendre tous les matins. Jeunes mamans, seins nus, allant à deux pas du bureau de M. l'ambassadeur, freaks effondrés sur une chaise attendant le chèque de « 500 balles » promis de France. L'ambassadeur, bon gré mal gré, est un peu l'aumônier laïc de cette famille fléchissante à qui une dame, vice-consul, sert de maman indulgente. C'est dans son bureau qu'on vient fonder en larmes. « Je flippe à mort, madame... »

Chaque jour, par le télex de l'ambassade, partent des messa-

ges de détresse. Dans la plupart des cas, papa-maman alertés envoient l'argent réclamé dans l'espoir d'un retour qui se fera attendre longtemps. Dans les cas graves, assez souvent, on organise des rapatriements sanitaires en catastrophe. Mais il arrive que ces fantômes titubants qu'on renvoie vers la France reprennent la « route », passent quelques mois et resurgissent un beau matin sur Freak's Street. Gros-Jean comme devant.

Un médecin coopérant attaché à l'ambassade a soigné pendant dix-huit mois des junkies délabrés, vulnérables à toutes les infections et saloperies parasitaires de la vallée. Piqué au jeu, il héberge chez lui plusieurs freaks mal « descendus », qui sautaient tout nus dans le jardin ou lui dédalaient des poèmes enflammés : « A toi, mon père, le tout-nouveau testament ». Ce qu'il dit maintenant ? « Je me suis crevé la santé. A quoi ça va servir ? Combien y en a-t-il parmi eux qui veulent vraiment s'en sortir ? Un sur mille... Je me demande si je n'aurais pas mieux fait de laisser couler... »

La pauvreté surtout de ces trips en peau de lapin le navre. La majorité de ceux qui arrivent au Népal, sac bourré de rêves et de littérature boudhiste, hazardent au bout de quinze jours ces « chouchous » velléités. Ils finissent étalés dans leur lodge vingt-quatre heures sur vingt-quatre, rassaés les dernières combines du « marché » ou coloriant à n'en plus finir leurs B.D. (bandes dessinées) achetées à Delhi. Des tas de freaks ici — des familles au complet autrefois — ont passé des mois sans sortir du quadrilatère de Patan Durbar, avec, au mieux, une incroyable escapade sur la colline inspirée de Swayambhu. A 3 kilomètres... La maxi-déprime !

Pas pour tous, soyons justes. Une petite minorité fleurie sauve encore du naufrage le grand rêve hippy. Au pied du temple de Swayambhu, où depuis vingt-trois siècles méditent les bonzes et où galopent des familles de singes à cui blanc, une vingtaine de hippies — des vrais, — font encore plaisir à voir. Déesses menues à la peau cuivrée et aux cheveux filasse, garçons à l'œil doux... Une petite orchidée poussée sur un tas de fumier, l'exception lumineuse.

Tenez bon, camarades !

(A suivre.)

(Voir le Monde depuis le 3 août.)





Le Monde

# étranger

## L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION EN IRAN

### Le spectre de la contre-révolution

LES MANIFESTATIONS DE TÉHÉRAN

Le régime a été pris à partie pour la première fois aux cris de « à bas le fascisme »

De notre envoyé spécial

Téhéran. — La manifestation organisée dimanche soir 12 août, à l'appel du Front national démocratique, en signe de protestation contre la fermeture du journal *Ayatollah* et la loi réglementant la presse, a donné lieu à de violents affrontements entre nationalistes et musulmans intégristes. Vendredi, le parti religieux *Lowhi* avait rendu public un « état-mah » (proclamation) demandant à ses adhérents d'empêcher cette manifestation. Le Front national démocratique avait, samedi, répondu que les menaces des « porteurs de bâtons » ne faisaient pas peur à personne. En fait, beaucoup ont hésité à affronter les militants intégristes musulmans dont certains d'entre eux avaient été amenés par cars entiers de Qom au cours de la manifestation.

En plus des bâtons, les contre-manifestants qui avaient envahi l'enceinte de l'université où se

(Suite de la première page.)

Ont été exemptés par la loi ceux qui ne sont pas propriétaires de leur logement et qui s'engageraient à en construire un dans les trois ans. Un projet de loi, actuellement grande domatisme agricole, dont plusieurs ont déjà été occupés, les armes à la main, par des paysans sans terre.

Le coup le plus sévère a cependant été porté à la bourgeoisie urbaine. La nationalisation tour à tour, en juin et début juillet, des banques, des compagnies d'assurances, d'abord, puis toutes les grandes et moyennes entreprises industrielles — aéronautiques, métallurgiques, chaînes de montage d'automobiles, chantiers navals, etc. — a privé l'ancienne classe dirigeante de l'un de ses principaux attributs du pouvoir.

« Nous ne pensions pas que les mollahs agiraient comme de vulgaires communistes », se récrient-ils pas à l'idée qu'en Islam la propriété est sacrée », remarque l'un de nos compagnons de table. Il est vrai que le gouvernement de M. Bazargan avait longtemps hésité à prendre des mesures contre les possédants. Mais l'ordre de nationalisation est venu de l'imam Khomeiny lui-même, pour qui le droit de propriété n'est pas compatible avec « les gains scandaleux », « l'injustice » et « le pillage du pays au profit des étrangers ». Il est vrai encore que des nécessités économiques l'ont emporté sur la doctrine, d'ailleurs assez floue. Les malversations, les fuites de capitaux, de lourdes dettes accumulées, avaient conduit les banques et les principales industries au seuil de la faillite.

« Il faut bien admettre, dit un banquier assis à nos côtés, que M. Bazargan s'est livré à une opération de salut public. Il a sauvé le système bancaire condamné à l'effondrement, et avec lui les intérêts des petits épargnants. Quant à la grande industrie, faite de fonds et de moyens pour renouveler les stocks de matières premières, elle ne pouvait plus fonctionner ».

D'autant moins que dans toutes les entreprises, grandes ou petites, des comités ouvriers, nés pour la plupart durant les grèves insurrectionnelles de l'automne dernier, ont assuré une sorte de dictature auto-gestionnaire. En collaboration ou non avec les comités islamiques, les ouvriers procèdent à des épurations, désignent leurs directeurs, s'octroient des hausses de salaire, fixent la nature et le niveau de la production. N'ayant aucun statut légal, ces comités ne sont pas passibles

des tribunaux. Les licenciements ayant été interdits — sauf dans des cas d'espèce, exceptionnels — les patrons ne peuvent pas non plus réduire leur personnel et, encore moins, sanctionner les « fauteurs de trouble », qui hantent le plus souvent, de la complexité des comités islamiques. On est bien loin des « chouras », ces conseils mixtes patrons-ouvriers-employés que les intégristes musulmans avaient tenté d'imposer au début de la révolution comme substituts aux syndicats.

L'Union des entrepreneurs du génie civil, réunie en assemblée extraordinaire le 24 juillet dernier, a voté une résolution, par 508 voix contre 2, invitant le gouvernement à nationaliser les entreprises. « Nous n'en pouvons plus, nous dit l'un de ces entrepreneurs. Tous les grands projets sont interrompus depuis des mois, et nous sommes obligés de payer des ouvriers qui se présentent sur les chantiers, les armes à la main. (...) Nous avons supplié M. Bazargan de confier nos entreprises, sans compensation ou indemnités. Autre-

ment, ce serait pour nous la ruine et la prison... »

Les nouvelles autorités, cependant, ne se laissent pas aisément apitoyer. Elles sont persuadées que les « taghoutis » ne sont pas à plaindre. Beaucoup d'entre eux avaient pris la préséance, avant la chute de la monarchie, de mettre leur fortune et l'essentiel de leurs capitaux à l'abri, dans des banques étrangères ou sous forme de biens immobiliers sur la Côte d'Azur, en Californie et ailleurs. Ceux qui sont restés en Iran, avec l'espoir que l'économie libérale serait maintenue, faisaient « tourner » leurs entreprises presque exclusivement avec des crédits que l'Etat et les banques leur avaient généreusement octroyés. C'est ainsi que le passif des banques et des industries nationalisées dépasse, et souvent de loin, les actifs. Il en coûtera cher au Trésor, et donc aux contribuables, de les renflouer. L'échec est garanti, prédisent les ci-devant avec satisfaction, puisque la bureaucratie d'Etat sera parfaitement incapable de les rentabiliser.

— selon une opinion très répandue, notamment parmi des officiers d'active, — « quasiment intacts ».

Quoi qu'il en soit de mystérieux incendies — que l'imam Khomeiny attribue aux « agents américains » — ont ravagé les récoltes, en particulier de blé, dans diverses campagnes. Au Kurdistan, un officier de l'ancienne armée impériale, d'origine kurde, le général Azadullah Pahlavan, mari de femme iranienne, tentait de recruter une armée de mercenaires, en collaboration avec des « féodaux », tout autant hostiles au nouveau pouvoir qu'au mouvement autonomiste kurde. Les généraux Khalaberi et Farvaz Saberi, ex-chef adjoint de la SAVAK, agiraient de même parmi les Turkmènes, proches de la frontière turque. Au Balouchistan, où une bonne partie de la population, particulièrement arabe, demeure fidèle à la monarchie, le porteur du chah trône dans de nombreux foyers, et des bandes royalistes armées arrêtent les automobilistes pour les obliger à exhiber sur le pare-brise l'effigie de l'ex-souverain. Au Khuzistan, comme au Balouchistan, des chefs tribaux, autrefois subventionnés par la SAVAK et « ralliés » à la révolution, ont pris la tête d'organisations « autonomistes » arabes, de nature essentiellement terroriste, qui multiplient les attentats contre les installations pétrolières.

« Les Iraniens devraient bien se rendre à l'évidence : seule la monarchie est capable d'assurer l'unité et l'intégrité territoriale de leur patrie », assure, confiante, une parente de l'ancien premier ministre, M. Amir Abbas Hoveyda, qui assistait au dîner de N. F. Havi-fonctionnaire, elle avait reçu le jour même sa lettre de licenciement. « Je suis tout à la fois fière et un peu honteuse de payer, quoique modestement — par rapport au supplice de Hoveyda — ma fidélité à Sa Majesté », dit-elle avec dignité.

Beaucoup de « taghoutis », cependant, n'affichent plus leurs sympathies royalistes. Ils se rendent compte que l'ex-chah est trop discrédité pour avoir quelque chance sérieuse de remonter sur le trône. Leur espoir, qu'ils expriment plus ou moins discrètement, est que d'autres forces, conservatrices libérales et — pourquoi pas ? — républicaines, puissent mettre un terme à la révolution islamique. La République, en soi, ne leur fait pas peur.

ERIC ROULEAU.

Prochain article :

LE DÉSENGAÎNEMENT DU « BAZAR »

### La méfiance des multinationales

La méfiance à l'égard de la révolution islamique est encore plus répandue dans les milieux d'affaires étrangers, souvent intimement associés aux « taghoutis ». « Même si l'on devait me proposer le contrat le plus alléchant de la terre, je déclinerai poliment l'offre », nous déclarait le représentant d'une grande firme française qui a décidé de mettre en veilleuse son entreprise, autrefois prospère, en attendant un changement de régime qu'il estime, comme beaucoup, indéfinissable. L'Etat n'a pas honoré ses créances. Les hauts fonctionnaires, nouvellement nommés à leurs postes, sont « terroristes », par les « comités islamiques », qui manifestent une « hostilité viscérale » à l'égard des transactions, comme des « impérialistes ».

La France — malgré l'adieu politique accordé à l'imam Khomeiny — n'est pas mieux traitée que l'U.R.S.S. ou les Etats-Unis. Tous les contrats, considérés comme « iniques » ou « trinités », le plus souvent dans de curieuses conditions, il est vrai, ont été annulés ou « gelés » unilatéralement. La mesure coïnciderait avec la signature, le 5 et 10 milliards de francs, selon des estimations recueillies à Téhéran par M. Jacques Marete (député R.P.R.), membre de la commission des finances de l'Assemblée nationale. Les entreprises qui, théoriquement, auraient droit à des compensations — entre autres, Renault, Faribab, la B.N.P., le Crédit lyonnais, la Banque de Suède d'Indochine — ne pourraient même pas, selon une nouvelle législation, rapatrier leurs fonds.

Libelles, histoires drôles et rumeurs

Il reste que les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ont subi des dommages bien plus élevés que la France, du fait que ces puissances fournissaient l'essentiel des armements de l'armée du chah. Au total, estime le *Financial Times*, les pertes infligées aux multinationales — près de 80 milliards de dollars — constituent pour les milieux d'affaires un cataclysme sans précédent dans l'histoire, exception faite des guerres mondiales.

Les perspectives dans le domaine énergétique sont encore plus sombres. La décision de Téhéran, annoncée le 28 juillet, de suspendre les exportations de gaz naturel et, par la même occasion, de renoncer à la construction du gazoduc irano-soviétique, qui devait traverser l'U.R.S.S., perturberait sérieusement l'approvisionnement de l'Europe, de l'Est comme de l'Ouest, ainsi que, indirectement, celui du Japon et des Etats-Unis. Le renchérissement prévisible de cette énergie, couplé à celui du pétrole — dans le cas où l'Iran devrait restreindre davantage la production — porterait une nouvelle et grave atteinte à l'économie mondiale. On spéculait encore sur les perspectives de la catastrophe si la révolution iranienne, une fois consolidée, devait s'étendre à d'autres pays pétroliers de la région.

« Les mollahs fanatiques qui nous gouvernent vivent dans l'illusion s'ils pensent qu'ils pour-



(Dessin de PLANTU.)

formait le cortège du Front national démocratique s'étaient munis de pierres, apportées sur place dans des caisses, de bouteilles et parfois de couteaux et de chaînes de vélo. C'est donc sous une pluie de violence que les premiers rangs s'avançaient vers 18 heures en direction de la présidence du conseil, avenue Pasteur. Des révolutions condamnant les mesures « musclées la presse libre » devaient être lues. L'enceinte de l'université, connue deux heures durant, les heures les plus violentes depuis le printemps dernier.

Loins de se laisser intimider par une volée de pierres et de bouteilles, les manifestants désarmés, qui portaient des banderoles rendant hommage à *Ayatollah* et à la « liberté de la presse », une des consignes de la révolution, organisaient la riposte et, bientôt, les pierres volaient dans les deux sens, obligeant les intégristes islamiques à se replier. Le cortège, un moment dispersé, se reformait, tandis qu'une ambulance emmenait les premiers blessés atteints, par bonheur, à la tête. En fin de soirée, on comptait plusieurs dizaines de blessés, dont certains grièvement.

### Guerre civile larvée

Les militants de Towhid, ayant de toute évidence préparé leur intervention avec minutie, de nouveaux jets de pierres, brandissant leur fusil automatique, et les manifestants — en grande partie des jeunes, parmi lesquels de nombreuses femmes — à refuser dans le plus grand désordre dans les rues latérales, aux cris de : « à bas le fascisme », « à bas la réaction », les plus courageux rejoignant le cortège, certains la tête enveloppée de bandages improvisés, tachés de sang, tandis que les contre-manifestants représentaient en leur mot d'ordre favori : « Toudéghi, la révolution nous rendra », et tentaient de discréditer les partisans de l'*Ayatollah* en criant : « à bas le terrorisme », « à bas le mollahisme », « à bas la Palestine ».

Vers 20 h. 30, la tête du cortège arrivait devant la présidence du conseil, où avaient pris position les membres des comités, brandissant leur fusil automatique, et les gardiens de la révolution (les « peshdars ») qui, jusque-là, avaient brillé par leur absence malgré la demande des dirigeants du Front national, qui la veille, avaient instamment réclamé leur protection. Quelques coups de feu tirés en l'air, quelques jets de grenades lacrymogènes suivis de nouvelles volées de pierres, et ce fut la dispersion.

La soirée de dimanche est peu glorieuse pour le régime, qui n'a pris aucune mesure pour éviter la violence et qui a laissé s'installer dans les rues le climat de guerre civile larvée. Pour la pre-

leurs portes pour donner refuge aux jeunes fuyant les volées de pierres. Un militant des moudjahidines du peuple (musulmans progressistes), qui contemplait avec consternation ces scènes de violence, était violemment poussé entre ses sympathies de gauche et son attachement à l'imam. Pressé de questions par des manifestants qui lui reprochaient la passivité de son mouvement, qui n'a pas pris part à la manifestation, il s'est réfugié, après quelque hésitation, dans une rhétorique peu convaincante : « Mais ne voyez-vous pas que les partisans du Front national sont payés par le capitalisme et l'impérialisme ? »

JEAN GUEYRAS.

### LES OUVERTURES DIPLOMATIQUES DE L'O.L.P.

M. Yasser Arafat se déclare « prêt à tout » pour engager le dialogue avec les Etats-Unis

Dans une interview accordée au *Washington Star*, publié le dimanche 12 août, M. Yasser Arafat a déclaré qu'il était « prêt à tout » pour établir un dialogue avec les Etats-Unis. Il a cependant ajouté qu'il n'était pas question, pour le moment du moins, de reconnaître formellement l'Etat d'Israël et qu'en tout état de cause, l'objectif devait être l'établissement d'un « Etat palestinien entièrement indépendant ».

« Je veux la paix, mais une paix juste, par laquelle mon peuple ne sera pas un peuple de réfugiés, d'opprimés, sous occupation », a déclaré d'autre part le président de l'O.L.P., au magazine américain *Time*. « J'ai très peu de cartes, mais j'ai les meilleures (...) et nous mettrons Washington au pied du mur si il encore déclaré avant d'ajouter : « Si je devais rencontrer le président Carter maintenant, je le considérerais comme le chef de l'une des deux super-puissances responsables de la paix du monde et comme un croyant qui soit au fond de son âme que les Palestiniens ont le droit d'être traités comme les autres nations ».

Dans une mise en garde à peine voilée, le leader palestinien a évoqué la « grave crise d'énergie » qui, selon lui, se produira inévitablement avant 1982, en raison à la fois de la pénurie du pétrole et des besoins accrus de cette énergie par les pays socialistes.

Le président Carter ayant réaffirmé, samedi, son opposition à la création d'un Etat palestinien, le commentateur politique de l'agence palestinienne *Wafa* a réagi vivement. « Nous n'avons jamais cru que le chef de file de l'impérialisme reconnaîtrait aux Palestiniens leurs droits », écrit-il. Soutenant que les Etats-Unis assaient « tantôt de réduire l'O.L.P., tantôt de la terroriser »,

il ajoute : « L'Etat palestinien naissant de la lutte sera pas un cadeau des Américains ».

Malgré tout, M. Yasser Arafat paraît avoir obtenu, grâce à la diplomatie qu'il mène, à la réunion du Conseil central de l'O.L.P. (C.C.O.L.P.) qui a terminé ses travaux, en l'absence de son président, le 12 août, dans la capitale syrienne. Le C.C.O.L.P. qui définit généralement les orientations de la « centrale » des fedayins, a décidé de ne pas accepter un amendement de la résolution 242. Il prône en revanche l'adoption d'une nouvelle résolution qui proclamerait le droit des Palestiniens à l'autodétermination, au retour dans leur patrie, et à l'édification d'un Etat indépendant.

« L'Europe a implicitement reconnu notre représentativité »

A en juger par les textes publiés à Damas ainsi que par les déclarations de divers membres du Conseil, celui-ci a également entériné et l'amorce de contacts en vue d'un dialogue avec les Etats-Unis, sous certaines conditions, et l'ouverture faite par M. Arafat vers l'Europe, concrétisée par la spectaculaire rencontre à Vienne du leader palestinien avec le chancelier autrichien, M. Kresky, et l'ancien chancelier ouest-allemand, M. Willy Brandt. Un des leaders de l'O.L.P., représentant le Front démocratique pour la libération de la Palestine (marriste), a estimé cependant que l'Europe occidentale « n'a pas jusqu'au bout du dialogue » engagé avec l'O.L.P. tout en se prononçant en faveur de la poursuite de ce dialogue, car, a-t-il fait valoir, « l'Europe a implicitement reconnu la représentativité de l'O.L.P. ». — (A.F.P., Reuters)

### EN VENTE CETTE SEMAINE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



051 271 1649







## AFRIQUE

### Tunisie

#### Le verdict du procès des accusés dans l'affaire du journal «Ech Chaab» sera rendu le 21 août

De notre correspondant

Tunis. — Une audience de deux heures, émaillée d'incidents, sans interrogatoire des accusés et sans plaidoiries, aura suffi, samedi 11 août, au tribunal correctionnel de Tunis pour examiner l'affaire du journal clandestin «Ech Chaab» (le Peuple).

Cinquante membres du groupe marxiste-léniniste «Ses Shoula» (l'Étoile), étudiants, employés et ouvriers pour la plupart, sont poursuivis dans cette affaire pour avoir confectionné et diffusé l'an dernier six numéros de ce journal, qui se voulait le «continuateur de l'organe de l'Union générale des travailleurs tunisiens» (U.G.T.T.), publié par l'ancienne direction syndicale avant les élections du 28 janvier 1978. Vingt et un inculpés sont détenus depuis dix mois, vingt autres sont en liberté provisoire et neuf en fuite. Ils ont à répondre entre autres de la constitution d'une association illégale, de la publication et de la diffusion d'un bulletin illégal, de propagation de fausses nouvelles et de diffamation du régime.

Lorsque l'affaire avait été appelée en première fois le 19 juillet, pour être aussitôt renvoyée, les accusés et leurs familles s'étaient livrés à une véritable manifestation dans le prétoire, en scandant pendant plus d'un quart d'heure des slogans contre la répression. Aussi, samedi, pour éviter le renouvellement de semblables incidents, la salle d'audience était-elle occupée avant même l'ouverture des portes, par une trentaine de personnes, visiblement étrangères aux accusés, et son entrée interdite aux familles. Celles-ci, massées dans le hall du palais de justice, devaient encore manifester bruyamment leur mécontentement durant deux heures, avant

d'être chassées sans ménagement du bâtiment par la police et poursuivies jusque dans la rue, où plusieurs interpellations auraient eu lieu.

Introduit quatre par quatre dans le prétoire, tous les accusés refusant de répondre à l'interrogatoire du président, hors de la présence des autres détenus. Par leur silence, ils entendaient également protester contre l'absence de leurs familles et les mauvais traitements qu'ils auraient subis dans les cellules du palais de justice alors qu'ils attendaient de comparaître. Bien qu'interrompus par le président, plusieurs d'entre eux évoquaient les tortures qu'ils auraient été infligées au moment de leur arrestation dans les locaux de la police où, selon eux, un de leurs camarades, Hamdi Zaitou, serait mort (!).

Empêchés de pénétrer dans la salle puis expulsés du palais en même temps que les proches des détenus, les accusés en liberté provisoire étaient tous absents et seront jugés par défaut, à l'exception d'un seul actuellement sous les drapeaux et à qui l'uniforme a sans doute servi de laissez-passer pour arriver jusqu'au prétoire. Après que le procureur ait demandé l'application de la loi, les quelques vingt avocats constitués refusèrent de plaider, arguant des conditions dans lesquelles se déroulait le procès.

MICHEL DEURÉ.

● Dans un communiqué diffusé samedi 11 août, la ligue tunisienne pour la défense des droits de l'homme a «réaffirmé sa volonté d'agir en vue d'obtenir dans un avenir qu'elle espère proche, la libération de tous les détenus politiques et syndicalistes» (une centaine de personnes). La ligue se déclare satisfaite de la grâce présidentielle accordée le 3 août (le Monde du 4 août) à huit détenus politiques en faveur desquels elle avait effectué diverses démarches.

(1) Ce décès n'a été confirmé par aucune autre source.

### Guinée-Equatoriale

#### Les militaires voudraient juger l'ancien dictateur pour «crime contre l'humanité»

Toujours en fuite, l'ancien dictateur de Guinée-Equatoriale, M. Macías Nguéma, est sur le point d'être capturé par les forces du nouveau régime, afin d'être jugé pour «crime contre l'humanité», a-t-on annoncé officiellement dimanche 12 août, à Bata, principale ville de la partie continentale du pays.

Selon le lieutenant Florencio Maye Eia, chef de la sécurité militaire de Bata, M. Macías Nguéma a échappé de peu à la mort samedi soir et a réussi à prendre la fuite au sein de son village natal de Mongomo, situé à la frontière gabonaise. «Nos forces ont criblé sa voiture de balles et ont arrêté son chauffeur», relate M. Maye Eia. «M. Macías Nguéma a réussi à prendre la fuite, seul, dans la forêt à N'Noum-Queng, entre Mongomo et Ebejeyin», a-t-il déclaré. Le lieutenant Maye Eia a l'intention de l'arrêter et de le renvoyer à la capitale économique du pays.

M. Macías ne perd rien pour attendre. Il est entouré par nos troupes et n'a aucun moyen de s'échapper», ajoute le lieutenant Maye Eia. Le nouveau gouvernement souhaite capturer l'ancien dictateur vivant afin de «pouvoir le juger, avec ses complices, pour crime contre l'humanité».

Le lieutenant Maye a indiqué que de durs combats avaient eu lieu samedi entre les forces de l'ancien président et les insurgés, à environ 60 kilomètres de Bata, non loin de la petite ville d'Efing. «Nous avons perdu quatre ou cinq hommes, une bonne vingtaine de partisans du tyran et fait plus de cent prisonniers», a-t-il précisé.

Un ressortissant roumain, M. Ion Dragomir, qui travaillait à la construction d'une route, près de Mongomo, a confirmé, pour sa part, que plus de trois cents personnes ont été tuées au cours d'affrontements entre partisans et adversaires de Macías Nguéma. La semaine dernière (le Monde du 12-13 août), «Les forces du nouveau régime ont mis pratiquement huit jours

pour venir à bout des deux cents partisans de Macías», a-t-il notamment déclaré en arrivant dimanche matin à Bata, par la route, après avoir été bloqué à Mongomo depuis le coup d'État. Bata, occupée par l'armée, a été vidée de ses habitants et ressemble, selon l'expression d'un des nouveaux responsables, à «un Phnom-Penh africain». Plus de 90 % des maisons ont leurs volets clos, les rues sont vides, aucune voiture ne circule à l'exception de quelques jeeps soviétiques conduites par des militaires.

● A Madrid, une centaine d'exilés guinéens se réclament de «Frères» (Front de libération de Fernando Po, la zone insulaire de leur pays), ont demandé dimanche l'élaboration d'une nouvelle constitution et l'organisation d'élections libres par les nouvelles autorités de Malabo. Dans une liste de revendications remises à la presse, les exilés demandent en outre aux dirigeants de leur pays d'accorder une amnistie générale à tous les exilés politiques et d'abolir immédiatement la Constitution guinéenne de 1973 ainsi que les engagements internationaux contractés par l'ancien président Macías. — (A.F.P.)

## AMÉRIQUES

#### WASHINGTON S'INQUIÈTE DES INTENTIONS DE CUBA EN AMÉRIQUE CENTRALE

(Suite de la première page.)

Le gouvernement américain est d'ailleurs divisé sur le point de savoir si les fournitures d'armes à ces deux pays, interrompues il y a deux ans, doivent ou non être reprises devant les perspectives de querelles qui menacent ces régimes.

En fait, le rôle de Cuba dans la région reste la principale préoccupation ici. Or, au moment où la victoire des Sandinistes semble offrir un nouveau champ aux entreprises castristes, plusieurs signes inquiétants ont été relevés. L'Union soviétique, d'après les experts, aurait renforcé récemment la défense aérienne de Cuba, conformément à son habitude déjà ancienne de prendre en charge les principales tâches de sécurité dans l'île pour soulager l'armée cubaine occupée sur d'autres terrains. En second lieu, Moscou aurait livré à M. Fidel Castro de nouvelles armes de calibre 12,7 mm, lui permettant de se livrer à des opérations plus ambitieuses dans un rayon d'action correspondant en gros à l'Amérique centrale.

Or ces informations ont coïncidé avec certains signes venus d'Afrique. M. Mengistu a laissé entendre dans un discours que les troupes cubaines pourraient ne pas s'abstenir en Éthiopie. En Angola, M. Neto a confirmé, par de nouvelles propositions sur la Namibie, une attitude plus conciliante à l'égard de l'Ouest. De là à penser que les Cubains auraient à se préparer à un «redéploiement» d'est en ouest, et chercheraient en Amérique centrale un nouveau champ d'action, il n'y a pas de quoi s'alarmer. Mais, si l'on considère qu'un tel redéploiement n'est pas sans risque, on assure que c'est à une telle hypothèse que songait M. Brzezinski, conseiller de M. Carter, lorsqu'il a invité la Kremlin, dans un récent discours, à «tenir compte des préoccupations américaines de la même manière que nous menageons les susceptibilités soviétiques».

La Maison Blanche doit d'ailleurs tenir compte des pressions de M. Kissinger, qui reproche souvent au gouvernement actuel de n'avoir pas su limiter, par des pressions exercées directement sur Cuba, l'expansion du castrisme en Afrique. Sans doute ne voit-on pas encore les chaînes mentales «sanctions» pourraient être décidées contre La Havane, voire contre Moscou, mais un durcissement n'est pas à exclure.

BERNARD GUETTA.

MICHEL TATU.

## A TRAVERS LE MONDE

### Ghana

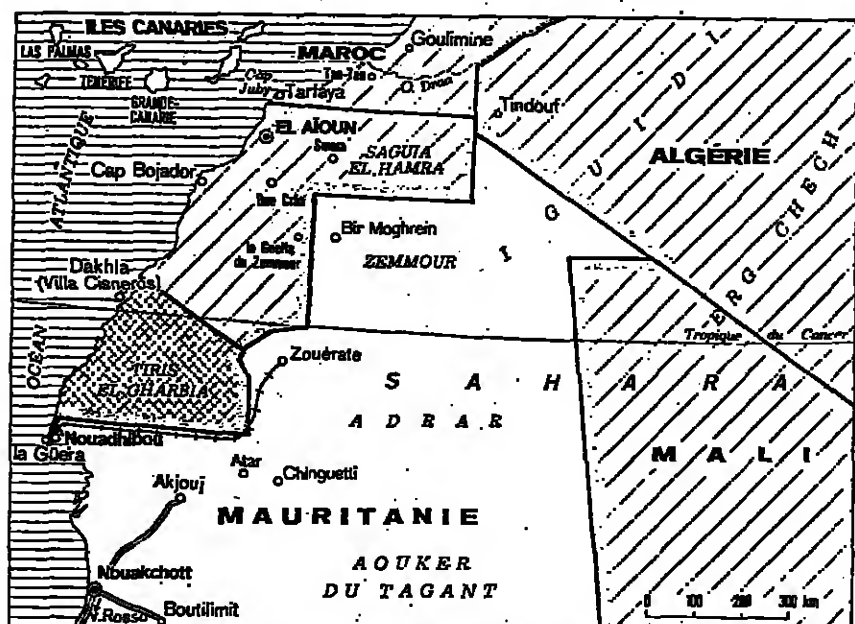
QUATRE OFFICIERS DE HAUT RANG GHANAÏENS ont été condamnés, vendredi 10 août, à des peines allant de dix ans d'emprisonnement à la réclusion à perpétuité pour «crimes contre l'État», par les tribunaux révolutionnaires siégeant à huis clos. Depuis le coup d'État du 4 juin, dix-sept responsables de l'ancien régime ont été condamnés et huit officiers — dont trois anciens chefs de l'État — exécutés. — (Reuter.)

### Union soviétique

M. YURI LITVINOV, membre du groupe ukrainien de surveillance de l'application des accords d'Helsinki, a été arrêté le 6 août, a-t-on appris, le dimanche 12 août à Moscou, de source dissidente. Agé de quarante-cinq ans, il a déjà passé treize ans dans des camps à la suite de deux condamnations pour «activités antisoviétiques». D'autre part, deux ouvriers, MM. Youri Grim et Viatcheslav Repnikov, ont été interpellés samedi, à Moscou, par la police.

### La crise du Sahara occidental

#### La «fête de l'allégeance»



(Suite de la première page.)

Juchées sur une camionnette exportant des marchandises locales, des dizaines de milliers de manifestants ont défilé, samedi 11 août, dans les rues de Nouakchott, capitale du Sahara occidental, pour célébrer la «fête de l'allégeance» au roi du Maroc, Mohammed VI. Cette manifestation a été organisée par le Front populaire pour le Sahara occidental (F.P.S.O.), mouvement indépendantiste qui réclame l'indépendance de la région. Les participants ont brandi des drapeaux marocains et des drapeaux du F.P.S.O. Ils ont également chanté des slogans en faveur du Maroc et de la libération du Sahara occidental.

Cette démonstration a été suivie d'un défilé militaire où les soldats du Maroc ont été accueillis par les habitants. Les autorités marocaines ont déclaré que cette manifestation était le résultat de la prise de conscience de la décision du gouvernement marocain d'abandonner la région, et qu'elle n'était pas une manifestation de soutien à la monarchie marocaine.

Devant leur casernement, les soldats de Nouakchott, bébés, n'ont que le temps de glisser, avant que leurs officiers ne les fassent taire, qu'ils n'ont encore reçu aucun ordre d'évacuation. Des jeunes gens de la ville hissent le drapeau chérifien sur le

bâtiment dont a été, courtoisement évincé jeudi le préfet marocain, à l'issue des manifestations.

Sans aucun déploiement de forces, le Maroc vient, à peu de frais, de s'assurer d'une «légitimité populaire» pour devenir protecteur et suzerain de ce territoire. Le F.P.S.O. a déclaré que le gouvernement de Nouakchott n'aurait pas eu le temps — s'il en avait eu — d'organiser la manifestation en garde adressée vendredi à Rabat, au premier ministre — de remettre au Polisario. La Mauritanie, hier allée hésitante et encombrante, est écartée du jeu.

Le Polisario poursuit ses raids, mais l'inconvénient pour le Maroc n'en sera ni plus ni moins grand que par le passé. Bref, la balle est désormais dans le camp de l'Algérie, seul interlocuteur souhaité de Rabat, où l'on commence à préférer parler des «mercénaires de la Libye» plutôt que des «mercénaires d'Algérie» pour désigner les guérilleros.

Reste à savoir maintenant si les formes juridiques et politiques données à l'«allégeance» laisseront la porte ouverte à une négociation encore lointaine ou s'il s'agit d'une annexion pure et simple. La presse marocaine a

Pour en finir avec Dieu et son testament «Dialogue avec Dieu» Avery Corman

### Italie

#### Le gouvernement Cossiga obtient la confiance grâce aux abstentions socialistes et républicaines

Rome. — Le gouvernement de M. Francesco Cossiga a obtenu la confiance de la Chambre, samedi 11 août, par 287 voix contre 243 abstentions. Les socialistes et les républicains ont voté contre le gouvernement, mais leur abstention a permis à Cossiga de maintenir son pouvoir.

Le gouvernement Cossiga a été réélu après une séance de confiance. Les députés socialistes et républicains ont voté contre le gouvernement, mais leur abstention a permis à Cossiga de maintenir son pouvoir. Le gouvernement Cossiga a été réélu après une séance de confiance.

Le P.C.I. a voté contre le gouvernement Cossiga. Le P.C.I. a voté contre le gouvernement Cossiga. Le P.C.I. a voté contre le gouvernement Cossiga.

### Vietnam

#### Les dirigeants de Hanoï ont exclu l'hypothèse d'une neutralisation du Cambodge et jugé le prince Sihanouk «inacceptable»

Hanoï. — Les dirigeants du Parti communiste du Vietnam ont déclaré samedi 11 août que le Cambodge ne pouvait pas être neutralisé. Ils ont également jugé le prince Sihanouk «inacceptable» en raison de ses positions politiques.

Les dirigeants du Parti communiste du Vietnam ont déclaré samedi 11 août que le Cambodge ne pouvait pas être neutralisé. Ils ont également jugé le prince Sihanouk «inacceptable» en raison de ses positions politiques.

Les dirigeants du Parti communiste du Vietnam ont déclaré samedi 11 août que le Cambodge ne pouvait pas être neutralisé. Ils ont également jugé le prince Sihanouk «inacceptable» en raison de ses positions politiques.

Les dirigeants du Parti communiste du Vietnam ont déclaré samedi 11 août que le Cambodge ne pouvait pas être neutralisé. Ils ont également jugé le prince Sihanouk «inacceptable» en raison de ses positions politiques.

Les dirigeants du Parti communiste du Vietnam ont déclaré samedi 11 août que le Cambodge ne pouvait pas être neutralisé. Ils ont également jugé le prince Sihanouk «inacceptable» en raison de ses positions politiques.

## Prix Fictions 1979

# Jean VAUTRIN Bloody Mary

“Les imbéciles ne lisent pas Vautrin.” Michel Audiard, *Le Figaro*

“Bloody Mary? Saignant! Cinglant! Flippant!” Michel Caffier, *Est Républicain*

“Jamais l'irrespect, le ricanement, l'esprit anar n'ont été à pareille fête.” Jean Clémentin, *Le Canard Enchaîné*

“Une balade dans un Sarcelles de fou, au printemps.” Dug, *Libération*

“Un ton à la Queneau et une rage à la Céline (...) Jean Vautrin brasse avec délice et mélancolie le paroxysme et le dérisoire.” Michel Furon, *La Nouvelle République*

“Vautrin, c'est l'auteur de Billy-zé-Kick. Une sacrée référence!” Charles Loszycer, *L'Humanité*

“Jean Vautrin (...) avec son langage inventif, ses personnages fantasques, sa banlieue de prédilection et l'univers de notre vie quotidienne, entre la violence et la tendresse...” Gilles Pudlowski, *Les Nouvelles Littéraires*



Mazarine











Le Monde

# régions

Ile-de-France

A PROPOS DE...

LES ANIMATIONS D'ÉTÉ A EVRY

## Vacances en ville nouvelle

Si Paris se vide de ses habitants durant les vacances, il n'en est pas de même pour certaines communes de l'Ile-de-France. Les revenus des familles qui s'installent en ville nouvelle, par exemple, après y avoir acheté un logement sont mobilisés durant deux ans au moins par les frais d'aménagement.

D'autre part, ces agglomérations comptent bon nombre d'habitants qui ne peuvent quitter l'Ile-de-France durant les mois de juillet et d'août.

A Evry, dans l'Essonne, l'opération vacances - bat son plein. Il y a cinq ans que les responsables de l'association des clubs et ateliers de la ville nouvelle, constatant la défection des équipements culturels durant les vacances, ont décidé de proposer aux habitants de la ville nouvelle de ne pas quitter Evry, sur l'idée d'organiser des animations pendant les mois de juillet et d'août. Aujourd'hui, vingt-quatre associations, quarante animateurs, aidés dans la ville nouvelle les enfants, les familles, les adolescents, les travailleurs étrangers, les personnes âgées à organiser leurs vacances sur place.

« Nous avons constaté, explique MM. Georges Trépolet, animateur d'Evry animation, et Patrick Raffugeau, responsable de l'opération, que les habitants des divers quartiers ne se connaissent pas entre eux. D'autre part, il existe une population qui échappe aux maisons de jeunes et de quartier. Nous avons donc proposé des activités qui regroupent les habitants des divers quartiers et qui en même temps nous permettent de toucher les familles qui ne participent pas aux activités culturelles en cours d'année. » Enfin, les promoteurs de l'opération tentent durant ces mois de vacances de faire découvrir la ville aux habitants. « Nous avons, ici, explique M. Trépolet, de nombreux équipements : huit maisons de jeunes, une dizaine de gymnases, trois piscines, sans compter tous les espaces verts qui sont habituellement délaissés durant les mois de juillet et d'août. »

Chaque catégorie d'habitants s'est donc vu proposer une série d'activités estivales. Sous la responsabilité des équipes de quartier, les enfants participent à des ateliers artistiques, vont à la piscine, en promenade, font des excursions à vélo. Il n'est pas nécessaire de s'inscrire, et c'est librement que les petits viennent s'associer aux activités. Se présenter aux animateurs entre 10 h. et 12 h., 14 h. et 17 h. Une base de camping installée dans une ferme à une centaine de kilomètres d'Evry permet enfin à certains d'entre eux d'aller

passer une semaine à la campagne.

En dépit des efforts faits par l'équipe d'animation, les adolescents se sentent peu concernés par l'opération : la varappe, les journées moto et le stage de mécanique Mobyette n'ont pas mobilisé les énergies. « Nous avons ainsi pu constater que les jeunes s'amusent en ville nouvelle et qu'ils ont même l'occasion d'animations, sortent de l'agglomération. C'est pourquoi toutes les activités que nous leur avons proposées afin de répondre à ce besoin (dîner à Paris, voyage de quelques jours en Espagne) ont rencontré leur adhésion », souligne M. Raffugeau.

Une série de sorties sont proposées aux familles. Des journées à la mer (25 F par personne), des visites d'entreprises, des promenades en Ile-de-France, permettent aux habitants d'Evry de quitter la ville et de faire certaines familles participent systématiquement à toutes les excursions. Quant aux personnes âgées et à celles qui préfèrent rester, des tournées de pêche et des séances de cinéma en plein air leur sont proposées. Enfin les travailleurs étrangers n'ont pas été oubliés puisque des « semaines » leur sont consacrées.

L'opération, qui a coûté 200 millions de francs, est financée par le syndicat communal d'aménagement, les municipalités et les associations. Au-delà de ces « animations » organisées durant quelques semaines, l'opération vacances d'Evry marque la volonté des habitants de se prendre en charge : les animateurs recrutés pour les besoins de la saison sont pour la plupart, des mères de famille de la ville qui, tout au long de l'année, pourront continuer l'action de l'été.

Il y a plus de sept mille enfants à Evry ; dans certains quartiers la moyenne d'âge dépasse à peine vingt-quatre ans, et beaucoup de nouveaux habitants se sentent déracinés. « Autant de raisons qui justifient cette opération - main tendue pour vos vacances. »

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

OUVERTURE LE 5 SEPTEMBRE

## Quatre étages de magasins dans le puits de lumière du forum des Halles

A quelques semaines de l'inauguration du Forum commercial des Halles par M. Chirac, le 4 septembre prochain, les artisans s'activent pour terminer l'aménagement des boutiques, dont l'ouverture est prévue dès le 5 septembre. Les artis-

tes, Raymons Moretti et Attila, réalisent de grandes fresques sur les murs des cinémas au troisième sous-sol, tandis que les peintres Cresco et Fabio Bisti ont décoré d'œuvres d'art certains pilons.

Les murs de parpaings qui séparent le centre commercial des escalators du métro express seront prochainement abattus. La statue de marbre du sculpteur Julio Silva, au centre de la place basse, sera débarrassée des bois qui la cachent. Bientôt on lèvera le voile.

la SERETE - Aménagement a construit aussi le centre commercial à l'arrière, celui de la Défense, et aménage actuellement l'ancien hôtel Claridge, sur les Champs-Élysées. L'investissement des Halles représente 600 millions de francs, dont 200 ont été remis à la Ville comme charges foncières après la signature d'un bail à la construction de soixante-dix ans.

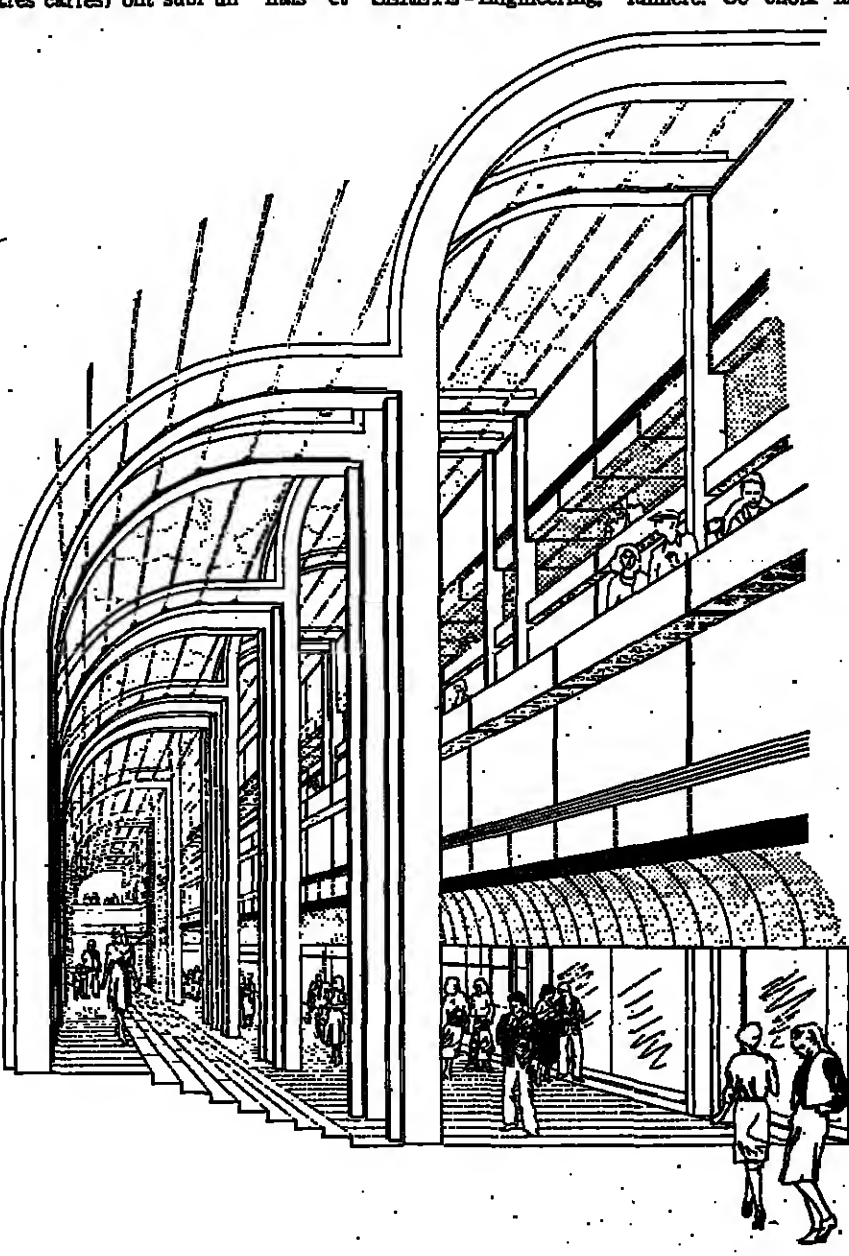
La chance du forum commercial des Halles est d'être, bien que souterrain, largement ouvert à la lumière. Ce choix fait par les promoteurs et leurs architectes, Claude Vasconi et Georges Pencrech, leur avait valu d'être retenus en 1973. Il leur donne aujourd'hui la possibilité d'offrir un ensemble qui ne soit pas déjà démodé, et de ne pas subir les inconvénients propres aux équipements complètement artificiels.

Il est vraisemblable que la surface perdue par le puits de lumière et la place centrale, et le coût de la verrière (20 millions de francs), sont largement compensés par le succès auprès des commerçants : 92 % des surfaces sont, en effet, déjà vendues, annoncent les responsables de la SERETE : les grands noms de la mode, des restaurants et des cinémas, ainsi qu'un très grand magasin de la FNAC, s'installent actuellement. « Mieux valait perdre 5 000 mètres carrés de surface souterraine que d'avoir un centre de 50 000 mètres carrés à moitié vide à l'ouverture », assure l'architecte Claude Vasconi.

Directement relié à la station de métro le centre commercial est réparti sur quatre niveaux : un quart seulement des surfaces commerciales (10 000 mètres carrés) est éclairé artificiellement, le reste ouvre sur des rues et des galeries qui prennent le jour au travers de vastes verrières. La place basse et la terrasse intermédiaire sont entourées par une double rangée de fortes arcades de métal qui font penser à des contreforts gothiques inversés. La courbe de ces arcs s'accorde d'ailleurs assez bien avec la forme des toitures en zinc parisiennes, dont certaines sont visibles au dehors. Les arcs de métal sont recouverts de « caissons » en fonte d'aluminium montés et laqués de blanc, qui sortent des façades de Montparnasse à l'est (Citépax), ou qui se font à l'ouest (Citépax), ou qui se font à l'est (Citépax).

Ces puissantes nervures se bousculent un peu aux angles du carré dans un désordre « assez gothique », selon l'architecte. Près en creux ouvert à la lumière des origines, le projet du forum des Halles a subi plusieurs modifications, notamment à cause des changements de programmes en surface. C'est ainsi qu'il a fallu intégrer sur le côté ouest le puits qui serait au milieu de la verrière et qui est devenu un petit balcon saillant pour discours officiels.

Des lieux de repos sont aménagés à l'abri des verrières, tandis que les restaurants pourront déborder sur les terrasses extérieures. Le sol est recouvert partout de dalles de porphyre rouge, et les garde-corps un peu massifs (« tout le problème est d'être à l'échelle », assure Claude Vasconi) sont réalisés dans un béton assorti grâce à des éclats de porphyre intégrés dans la masse.



## EQUIPEMENT

Fin de l'enquête sur l'accident du DC-10

### Quarante-deux personnes ont été entendues par l'administration fédérale américaine

Les auditions publiques de la commission fédérale chargée d'enquêter sur l'accident du DC-10 d'American Airlines le 25 mai dernier à Chicago, viennent de s'achever sans qu'il ait été possible de dégager clairement les responsabilités dans ce qui fut la plus grande catastrophe aérienne des Etats-Unis.

Les enquêteurs fédéraux ont indiqué qu'ils auraient besoin encore d'un mois ou trois mois, avant de déterminer la « cause probable » de cette tragédie qui a coûté la vie à deux cent soixante-treize personnes. Quarante-deux personnes, représentant le constructeur McDonnell Douglas, American Airlines et l'administration fédérale de l'aviation (FAA) ont été entendues au cours des deux semaines d'audition.

Parmi les facteurs possibles de l'accident, cinq ont été retenus et seront prochainement examinés plus au fond par la commission d'enquête fédérale : la procédure d'entretien appliquée par American Airlines aurait pu provoquer des fuites dans les mats de fixation des réacteurs aux ailes ; les essais des DC-10 n'avaient pas prévu la multiplication d'incidents majeurs au même moment ; le manuel de vol du DC-10 indiquait, à tort, au pilote de déclencher en cas d'arrêt d'un moteur ; la présence d'une plaque de métal recouvrant les mats de fixa-

tion présentait un problème de solidité. La procédure d'entretien des certificats de navigabilité par la FAA a été aussi évoquée. La commission fédérale a ainsi relevé que des ingénieurs des constructeurs aéronautiques américains sont aussi employés par la FAA pour étudier les appareils avant la délivrance du certificat de navigabilité. Ces ingénieurs ont même parfois conduit à l'essai des avions à la construction desquels ils ont participé. (A.F.P.)

● **Echouage à Port-au-Prince.** — Le cargo panaméen *Pan-Mercury*, échoué dans la soirée du samedi 11 août sur les rochers de Port-au-Prince (Haïti), a été remorqué dans le port de Brest dans la nuit du 11 au 12 août. L'échouement de ce cargo de 400 tonnes n'a provoqué aucune pollution, les 25 tonnes de fuel contenues dans les soutes ayant été épargnées. Selon la marine nationale, le *Pan-Mercury* s'est « planté » sur des rochers, alors qu'il cherchait dans la brume un canal de la Société nationale de sauvetage en mer pour lui confier trois pilonniers, recueillis à son bord après le naufrage de leur voilier dans le canal qui sépare la côte du Péninsule des îles d'Ouessant et de Molène.

LA MARÉE NOIRE MEXICAINE

### La fuite de pétrole d'Ixtoc un sernit colmatée d'ici au 1<sup>er</sup> septembre

Le puits de pétrole Ixtoc un - sera colmaté d'ici au 1<sup>er</sup> septembre prochain, a assuré, le dimanche 12 août, le responsable des opérations de forage de la Compagnie mexicaine des pétroles (PEMEX).

De son côté, M. Bill Clements, gouverneur du Texas, a estimé que « l'on avait fait beau-

coup de bruit pour pas grand-chose », à propos de la marée noire qui menace les côtes de son Etat. Il a indiqué qu'il n'envisageait pas de poursuites judiciaires contre le Mexique. De telles poursuites, a-t-il dit, « ne seraient pas sages et ne relèveraient pas d'une politique de bon voisinage ».

De notre envoyée spéciale

Corpus-Christi. — M. Tom Smylie, directeur des relations publiques du U.S. Fish and Wildlife Service, agence fédérale qui régit la faune terrestre et marine des Etats-Unis, est fort inquiet.

Le samedi soir 11 août, les biologistes du « Frits and Wildlife Service » ont raconté de leur expédition les premières victimes du pétrole : deux oiseaux de la famille des fous aux pattes bleues ont été trouvés enduits de pétrole sur une plage de Padre Island à environ 30 kilomètres au nord de la passe de Brazos-Santiago qui délimite la frontière mexicaine. Dimanche, l'un des deux oiseaux « mazoutés » succomba.

Les expéditions conduites par les chercheurs de l'agence américaine pour les océans et l'atmosphère ont révélé, le vendredi 10 août, que si les œufs et les larves de la faune marine semblaient très sensibles aux éléments toxiques du pétrole, les espèces adultes, elles, manifestaient une bonne tolérance à l'égard des hydrocarbures. Des tests avaient été réalisés dans des milieux aquatiques où la concentration de pétrole était infiniment supérieure à celle qu'ont détecté

aussi gravement menacées par ces particules. Quarante-sept bébés tortues, nés la semaine dernière sur les sables du Texas, ont été transportés en laboratoire pour éviter la contamination.

A Corpus-Christi et dans ses alentours, on n'en finit pas d'espérer que « mother nature » saura vider le golfe du poison noir. A la demande du gouvernement mexicain, une équipe de six gardes-côtes de la National Strike Force aurait gagné le site du puits en éruption dans la baie de Campeche. Les six hommes seraient actuellement en train de pomper le pétrole qui jaillit du puits d'Ixtoc à raison de 20 000 barils par jour. L'opération, qui revient à 15 000 dollars par jour, serait financée par la PEMEX.

Lorsque, en quittant Corpus-Christi qu'on a surnommé le port industriel le plus propre des Etats-Unis, on lit le message d'adieu sur les portes de l'aéroport : « Corpus-Christi, la ville d'aujourd'hui vous remercie de votre visite », on se demande si la ville pourra longtemps encore se vanter ainsi de sa propreté.

SYLVIE CROSSMAN.

### Un sous-marin éventré

En attendant le désordre coloré des boutiques l'ensemble est voué au noir et au blanc : les voûtes des rues intérieures sont couvertes d'un dallage noir, style métro, et les architectes ont imposé aux commerçants des façades uniformes en métal laqué noir. Les boutiques sont parfois coupées en retrait de la rue par des cibles dans une sorte de bas-côté limité par un rang de colonnes cylindriques, assurant ainsi, selon Claude Vasconi, une « perception double de la rue ».

Toutes ces contraintes (unité de couleur, système de voûtes, disposition des façades commerciales) ont pour but d'affirmer l'« unité de la rue » et aussi son caractère public. Le voûte souterraine du forum et les places (20 000 mètres carrés au total) restent en effet dans le domaine de la ville qui y assurera la sécurité comme dans une voie normale. Le nettoyage et la protection contre l'incendie ont toutefois été affirmés au questionnaire du forum pour des raisons de simplicité.

Outre les voyageurs du métro, les automobilistes auront accès au forum : deux parkings de huit cents places communiquent directement avec les galeries commerciales ; des accès pour les taxis, les voitures de livraison sont également prévus. « Les questions de sécurité sont évidemment essentielles ; l'ensemble est conçu comme un sous-marin éventré par la lumière », explique l'architecte. A tous les niveaux l'espace est divisé en cantons de 5 000 mètres carrés isolés les uns des autres : cloisons coupe-feu, rideaux et portes souples camouflés en temps normal, volets et fermatures au-dessus des escaliers mécaniques doivent permettre de « boucler » les différentes zones en cas de sinistre.

MICHEL CHAMPENOIS.

Le Monde EC

SALES DE LA LOI D'ON Des objets





# Le monde de lumière du forum des Halles

## Des objectifs à la réalité...

(Lire la suite page 10.)



# LES NOTES DE LECTURE d'Alfred Sauvy

## NOUVELLE DIRECTION DE L'ENTREPRISE PERSONNALISTE ET COMPÉTITIVE

Octave GELINIER.

Sous ce titre austère, le célèbre novateur, déguisé en général de la Cegos, étudie depuis longtemps aux drames (au sens grec) de l'entreprise, auteur, notamment, de *l'Entreprise créatrice* et du *Secret des structures compétitives*, évolue lui-même au gré du temps et des recherches, d'où cette somme, fruit massif de l'expérience tourmentée.

Trois phases ont marqué l'histoire récente de l'entreprise : la marchandisation, la classique industrielle et la nouvelle, propre à l'ère de la communication et de l'organisation segmentée.

Une brève sentence pourrait résumer ce volumineux ouvrage : « Traiter les gens comme des personnes ». L'attitude nouvelle, qui s'exerce tant vis-à-vis du salarié que du consommateur et s'inspire partout du « droit à la différence », résulte du triple progrès du respect des personnes (d'où l'appartenance du consommateur actif), du niveau culturel et du souci de protection sociale. En outre, le double redéploiement nécessaire est facilité par le rôle de l'informatique et du management, dans la métrologie de la gestion.

À propos du salarié, ne sont prononcés les noms ni d'auto ni de coopération, car l'auteur a le souci d'éviter les mots-oubliés. Et, de même, le terme *marketing*, qu'il faut bien employer puisqu'il existe, doit concerner l'ensemble des rapports avec l'environnement que l'on fournit en produits ou en services. Il faut, ici comme ailleurs, se garder de vouloir tout court-circuiter et surveiller : l'homme sur le terrain n'est pas un automate.

Nous suivons ensuite les propos sur la stratégie : innovation, techniques, coûts, productivité, etc. Le plan global de cinq ans est vu avec faveur, mais de façon nuancée. L'attention est souvent attirée sur des cas concrets.

La troisième partie traite de l'organisation générale de l'entreprise, sise sur les principes exposés : multiples recommandations sur ce qu'il faut faire, ou ne pas faire, sans rigides recommandations (directrice ou non directrice, etc.). Après le contrôle financier et les services d'audit, nous croyons ingénument tout savoir ou tout au moins avoir tout vu, n'oublant pas la bonne bouche que l'informatique, dont le coût de revient diminue d'année en année, ce qui n'exclut pas, est-il montré, le risque de sérieux erreurs.

Le devise de l'entreprise : « Four-nir ce qui plaît aux hommes ».

★ Editions Hommes et techniques, Paris, 1979, 24 cm., 396 pages.

## LE MIMÉTISME TECHNOLOGIQUE DU TIERS-MONDE.

Denis-Clair LAMBERT.

Le sous-titre est plus explicite encore : « Plaidoyer pour le recours à des techniques intermédiaires et différenciées ». Une longue observation, particulièrement en Afrique du Nord, au Mexique et en Colombie, a conduit le professeur lyonnais à dénoncer l'unicité des techniques, sous l'effet de puissants courants. Alors que tant de pays affirment que leur socialisme est « bien de chez eux », le matériel et le reste à sa suite s'uniformisent en dépit de la diversité des besoins, des climats, des richesses, de l'environnement, de la densité, des cultures.

Danger de divers points de vue (l'auteur a eu la discrétion de ne pas édicter le chah d'unanimité) : la dégradation de l'identité nationale, ce n'est pas un si puissant amour-propre que, tels les enfants convoitent les objets des grandes personnes, les peuples jeunes refusent les matériaux et les méthodes plus conformes à leurs besoins, même de transformation. Et c'est ainsi que le socialisme affirmé d'aujourd'hui, qui se conduit naïvement, mais la Chine et l'Algérie, à une dépendance de plus en plus accentuée et que le nationalisme s'avère curieusement destructeur de richesses nationales. Poursuivies par leurs intérêts propres ou happés dans le même engrenage, les pays riches ne font rien, d'ailleurs, pour suggérer une autre voie.

Dans les trois parties et particulièrement dans la partie « écologique », comme il se doit, revient, à chaque pas, cette opposition entre la personnalité et la chaîne autoforgée. Et quand les paysans eux-mêmes échappent à la routine traditionnelle, c'est pour passer de *Jour de fête à Play Time*, dans un carrousel sans pitié.

Mieux traitée dans les faits, comme il est normal, que dans l'interprétation, la démographie apporte des exemples de plus en plus convaincants : la croissance est un phénomène, autant la densité varie d'un pays à l'autre ; et ce sont les populations les plus clairsemées qui gaspillent ou détruisent la terre. Il faut donc chercher à augmenter le rendement de la terre plus que celui de l'homme.

Et la rhétorique se poursuit, sous nos yeux quelque peu contrariés, mais jamais lassés, avec la mythologie des techniques de pointe, les kystes technologiques, la fascination du sophistique, le drame de l'irréversibilité.

Annexe statistique (la France achète loin et vend près) et bibliographie où pourraient être ajoutés les noms de R. Dumont, E. Naraghi, Samir Amin, car il y a des précédents, très variés ceux-là.

★ Economica, Paris, 1979, 24 cm., 175 p.

## ÉCOLOGIE, ÉCONOMIE ET PLURIGESTION.

Jacques FONTANEL.

Née dans les tourments et les tourments de la croissance contrariée, l'écologie a grandi au gré des initiatives, des sentiments et des révoltes, sans doctrine positive, jusqu'ici ; mais une attitude de refus ne suffisait pas, c'est tout l'ordre social qui est remis en question.

Excellent présentation initiale des diverses écoles écologiques ; à peine un peu affaibli par la complaisance, non certes à l'égard mais à l'occasion de l'écologie réactionnaire : le retour à la terre et l'idée de machine et non de Héliot. Il faut aussi une certaine ingénuité pour trouver « curieux » que les apolitiques penchent vers la majorité parlementaire actuelle.

La nature est-elle vraiment mieux respectée dans les propriétés publiques que dans les privées ? Un bilan serait à dresser, mais d'autres questions, plus amples, plus riches d'espoir ou d'angoisses, nous attendent.

Et nous attendons, nous-mêmes, dans la crainte et l'espoir, également : des solutions, que tant de doctrines nous refusent, nous les voyons ici bien déployées, le courage l'emportant cette fois sur le verbe. Sans abandonner et complétant l'Illich, ni Rousseau, ni bien sûr, René Dumont, le maître de Grenoble s'engage résolument dans les barbelés des institutions, sans chercher à dissocier les contradictions entre les objectifs et les idéaux. Que le système soit pleinement socialiste, décentralisateur, plurigestionnaire, nous le pensons bien. Seulement, en avançant plus encore, nous retrouvons de vieilles idées de Rodbertus ou des anarchistes sérieux, lesquelles doivent finalement s'accommoder, de planification et de suppression des stimulants matériels. La peur de faillir devance l'obstacle à l'empêcher.

Une ébauche de comptes nationaux, quelques données concrètes et chiffrées seraient maintenant les bienvenues. La santé publique, par exemple, semble ici aller de soi, elle absorbe aujourd'hui 10 % du revenu, tout en exigeant un large sous-équipement.

À travers ces audaces, désempolement et lancements, deux leçons importantes : la voiture individuelle est singulièrement éparpillée ou n'est pas du tout, dans les conditions actuelles, l'usage de produits polluants ; comprendrait-il le pétrole ? Plus inquiétantes encore est la non-compréhension des rudiments de la démographie. C'est ainsi qu'est dénoncée naïvement la duplicité des pays riches qui préconisent, chez eux, le « populationnisme » et, chez les autres, le « mégalisme ». On ne peut pas distinguer la lutte contre la vieillesse et la lutte contre la famine et un état, disons, perfectible et provisoire.

Dans l'ensemble, lecture remuante, troublante, de grand intérêt.

★ Editions Entente, Paris, 1979, 20 cm., 207 pages.

## EFFICACITÉ DE L'INVESTISSEMENT. CROISSANCE ET FLUCTUATION.

Jean-Luc GAFFARD.

Depuis trente-cinq ans, les voraces théories de la croissance ont quelque peu englouti un certain nombre de problèmes dont le but était d'isoler tel ou tel facteur de production. C'est surtout l'efficacité de l'investissement, c'est-à-dire l'impact du futur, que met ici en question le maître de Strasbourg. Étant irréversible, la décision d'investissement comporterait une discontinuité, si elle n'était permanente. L'investissement peut être classiquement inspiré par une perspective de profit ou de demande effective, le second mobile étant plus affirmé, en situation de monopole.

Dans une première partie, l'efficacité de l'investissement est vue à travers la croissance sans obstacles. Après une attention particulière aux modèles à génération de capital (W. Salter, N. Kaldor et J. Mirrlees), puis à l'effet de structure, viennent les modèles de Dornbusch, Dumas, dans la lignée keynésienne et leur concept de déséquilibre permanent, résultant de la différence entre le taux de croissance effectif et le taux de croissance « nécessaire », qui assurerait la réalisation des plans de toutes les entreprises. Il y a, en fait, alternance constante entre situations de tension et d'apparente surproduction.

La seconde partie pose la question de l'efficacité de l'investissement, dans une économie de répartition fluctuante. Nous retrouvons N. Kaldor, selon lequel l'analyse keynésienne permet d'expliquer soit la répartition, soit l'emploi, mais non les deux ; mais sa propre analyse est jugée ici trop globale.

Nous commençons presque à nous inquiéter, quand nous voyons apparaître les deux « frères implacables » : l'inflation et la stagnation et le chômage. Il faut, non seulement, rejeter l'hypothèse classique de perfection de l'information (qui y croit ?), mais reconnaître la rigidité des prix dans le sens de la baisse. Dans ces conditions, toute aggravation d'un déséquilibre structurel entraîne une augmentation du chômage et de l'inflation, tous les deux croissant. Les deux frères implacables ont été les bienvenus.

Puis, originale est la théorie de S.C. Kolm sur l'inflation de productivité, mais, cette fois encore, la rigidité est, si l'on peut dire, solidifiée au point de ne plus laisser le rôle d'une correction, presque au sens de punition, qui permettrait de redonner sa chance à l'investissement à base de profit.

Nous voyons enfin aux effets de la croissance sur le développement. Que la stabilité des organisations rende permanents les déséquilibres de structure est une

conclusion dont nous aurions aimé faire une base de départ. Ricardo s'est alors éloigné sur la pointe des pieds.

★ Editions Cujas, Paris, 1979, 21 cm., 234 pages.

## UN NOUVEAU CONCEPT DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE. L'INCITATION.

Suzanne QUIERS-VALETTE.

« Ce que l'on conçoit bien s'énonce clairement ». Voilà ! Nous voudrions bien le voir, ce pauvre Boileau, sur le concept de l'incitation. Le terme ne se trouve pas dans les dictionnaires économiques et sa présence en sociologie n'arrange guère les choses. Comme bien souvent, le sens, quelque peu tiré au début, apparaît bien à mesure, au fil des exemples, bien sûr. Dès le début d'ailleurs, nous apprenons que les actions méritant ce nom ont été surtout pendant les années 60, les « glorieuses » de Jean Fourastié.

L'ouvrage a été écrit après une série d'entrevues avec dix universitaires et dix hauts fonctionnaires, parmi lesquels Raymond Barre, Jean Delors, J. Ripert, alors directeur de l'INSEE, et J. Saint-Gours. Les réponses ne sont données qu'anonymement, sous forme statistique. Les lecteurs intéressés peuvent, à leur tour, s'exercer, en hors-d'œuvre, au questionnaire, donné lui aussi en tête de volume, composé de questions fermées et de questions ouvertes.

Trois parties qui, comme il arrive souvent, ont un peu de mal à se séparer franchement. Dans la première, consacrée surtout à la théorie, nous faisons connaissance, au-delà du tandem cartésien-héron, avec quelques types d'incitations, mesures générales, obligations, aides, dissuasions, facilités.

Vient ensuite, en deuxième partie, l'analyse appropriée de deux incitations, qui ont dû, en leur temps, faire passer des nuits blanches aux inspecteurs des finances : l'indemnité viagère de départ des agriculteurs (les intéressés à 95 ont été entendus) et la déductibilité (du revenu) des primes d'assurances sur la vie.

Ce sont ensuite des développements typologiques et des propositions pour une méthode en politique économique.

En conclusion, est débattue l'avenir de la politique incitative et des « stratégies » nouvelles, politiques qui semblent a priori ne convenir qu'à un certain type de croissance, mais qui peut s'adapter à une croissance dite « ralentie », en attendant, est-il annoncé, que l'incitation, si elle est directe, soit l'acte direct.

En annexe, liste chronologique des incitations.

★ Hachette, Paris, 1979. Collection dirigée par Jean Thévoz, 22 cm., 240 p.

# LES ALÉAS DE LA LOI D'ORIENTATION DES HANDICAPÉS

(Suite de la page 9.)

Enfin, la modification de la situation des familles percevant à la fois l'allocation spéciale de l'aide sociale et l'allocation aux handicapés mineurs (au total 15 % + 44 % = 59 % de la base mensuelle des allocations familiales) s'explique par une « meilleure modulation de l'aide en fonction de la gravité du handicap » : 32 à 80 % de la base mensuelle selon l'importance du besoin d'assistance quotidienne.

Les critiques émises par les associations de handicapés concernent notamment les conditions d'attribution de l'allocation différentielle. Selon la Fédération des mutilés du travail, la référence faite à l'évolution de la base mensuelle de calcul des allocations familiales pour réévaluer cette allocation différentielle entraîne « une certaine

régression, car les allocations les plus importantes servent les anciens législateurs et les régularisations en fonction du taux de réajustement des rentes d'invalidité du travail, solution nettement plus favorable par rapport à l'augmentation générale des salaires ». Les associations craignent surtout que l'allocation différentielle ne soit, à plusieurs années, ne diminue progressivement.

Deuxième critique : l'allocation, qui est soumise à un plafond de ressources, est définitivement supprimée en cas de dépassement de ce plafond. Autrement dit, la personne handicapée, après avoir obtenu l'allocation, aura acquis par son travail des ressources supérieures au plafond, verra son allocation différentielle irrémédiablement supprimée même si les autres ressources sont fortement diminuées.

## Pour les adultes : une simplification

Pour les adultes handicapés, le nouveau régime apporte une simplification du système d'allocation, qui se réduit à deux prestations : l'allocation aux adultes handicapés, servie comme une prestation familiale, et l'allocation compensatrice de l'aide sociale, pour le remboursement partiel des charges de tierce personne et des frais professionnels supplémentaires liés aux handicaps. Le nouveau régime comporte aussi la suppression de l'obligation alimentaire pour les prestations en nature, ou en espèces, de l'aide sociale et institue une garantie de ressources pour les travailleurs handicapés, portant la rémunération de 70 à 130 % du S.M.I.C. selon le milieu de travail. Au 31 décembre 1977, l'allocation aux adultes handicapés représentait 1 782 millions de francs pour 178 000 bénéficiaires ; l'allocation compensatrice représentait 1 213 millions de francs pour environ 120 000 bénéficiaires. La garantie de ressources concernait, en 1978, quelque 35 000 bénéficiaires, pour un coût global de 485 millions de francs.

La comparaison des ressources brutes reste assez théorique, compte tenu des modalités de prise en charge de l'hébergement en foyer et en foyer-logement, qui sont éventuellement intervenues sur les prestations en nature de l'aide sociale et garantissent un minimum de ressources disponibles après paiement des frais d'hébergement et d'entretien. Ainsi corrigées, les situations principales catégories de handicapés adultes apparaissent malgré tout très diverses :

à l'action sociale, qui affirme que le gain peut aller jusqu'à 1 000 F par mois et porter la rémunération à 2 000 F par mois, ce qui n'est tout de même pas un pécule ! En revanche, les travailleurs handicapés ne peuvent prétendre à un salaire de base supérieur à 25,70 % du S.M.I.C. et bénéficient de l'allocation de compensation de l'aide sociale (15 à 10 % des travailleurs en C.A.T.) peuvent voir leurs ressources brutes diminuer. Cependant, la réduction constatée porte sur des ressources totales supérieures à 105 % du S.M.I.C. (alors que le salaire de base est toujours inférieur à 30 % de ce dernier) et le jeu du minimum de ressources ne laisse à la disposition des handicapés en hébergement complet ou en foyer-logement se traduit, dans tous les cas, par une amélioration des ressources de 105 % (de 200 F à 300 F mensuels) correspondant, dans certains cas, à un doublement. D'autre part, il existe une allocation compensatrice pour frais professionnels allouée aux handicapés présentant un taux d'incapacité supérieur à 80 %, dont le montant, au 1<sup>er</sup> janvier 1979, varie selon les catégories, de 11 281 F à 22 576 F par an.

■ DANS LES ATELIERS PROTÉGÉS. — Pour les travailleurs handicapés en ateliers protégés, le nouveau régime améliore, jusqu'à les doubler, les ressources de ceux qui ne pouvaient prétendre à l'allocation de compensation et garantit à peu près le niveau de rémunération antérieur pour les bénéficiaires de l'ancienne allocation de compensation au taux le plus faible. Mais ceux qui percevaient au taux maximal voient leurs ressources du travail légèrement diminuées, toujours à un niveau compris entre 116 % et 120 % du S.M.I.C. (2 920 F à 3 500 F par mois). En 1977, on estimait que 80 % de travailleurs en ateliers protégés percevaient une rémunération inférieure à 80 % du S.M.I.C. ; 25 % seulement bénéficiaient d'une rémunération dépassant le S.M.I.C.

■ EN MILIEU ORDINAIRE. — Pour les travailleurs handicapés capables en milieu ordinaire de production, des constatations analogues peuvent être faites dans ce cas. Cependant, l'hébergement en foyer-logement occasionne une amélioration des

ressources disponibles d'environ 200 à 400 francs par mois (pour un plafond de 1 500 francs par mois). Mais, à l'exception du jeu de la garantie de ressources, n'est plus accordée au-delà d'un salaire de base de 130 % du S.M.I.C.

Les associations de handicapés soulignent, bien sûr, l'insuffisance des prestations, notamment des allocations aux adultes handicapés, désormais servies par les caisses d'allocation familiales. Un travailleur handicapé, même s'il a reçu une excellente

## Quelle insertion ?

Les organisations de défense des handicapés ont insisté, en 1978, sur la finalité du travail protégé et les conditions de l'insertion professionnelle des personnes capables de travailler. Il y a en France plus d'un million de personnes handicapées en âge de travailler : 300 000 seulement sont employées, le reste est en situation de chômage. Parmi eux, 80 000 travaillent en milieu protégé (ateliers protégés, centres d'aide par le travail et secteur protégé agricole) ; plus de 500 000 ont un emploi en milieu ordinaire, mais beaucoup sont loin d'avoir réussi cette insertion : environ 300 000, après un travail, n'ayant été, n'ont pas trouvé d'emploi et ne sont résignées à devenir des assistants sociaux.

Quant aux ateliers protégés, ils sont considérés désormais comme des entreprises industrielles ordinaires, soumises aux lois du marché. Souvent, remarquent les handicapés, des impériaux financiers conduisent les gestionnaires de ces établissements à trouver des palliatifs pour équilibrer leur gestion. Par exemple, par la création de sections de C.A.T. pour faire payer par l'aide sociale ce que le ministère du travail refuse, et par des demandes tous azimuts de subventions de fonctionnement auprès des municipalités, des conseils généraux et des collectivités locales.

La loi d'orientation prévoit un développement du travail protégé « dans le but d'aider ceux qui ne peuvent pas, du fait de leur handicap, travailler temporairement ou durablement, dans le milieu normal ». Mais elle permet aussi la création d'ateliers de ce type dans l'entreprise même. La première

demande de ce genre émanait de la S.N.C.F., qui voulait ainsi recouvrer un centre de travail adapté dont la mission était de recueillir dans l'usine alésidurique, après quelques mois de passage dans le centre, les travailleurs handicapés, et d'abord les victimes d'accidents du travail. Aujourd'hui, ces mêmes travailleurs n'ont rien de victimes et n'ont d'autre perspective que d'attendre leur retraite et figurent généralement sur les listes des futurs licenciés. Aux yeux de la Fédération des mutilés du travail, la création d'ateliers protégés en entreprise risque d'être « une nouvelle tentative pour pulvériser partiellement les suppressions d'emplois ».

Quant à l'insertion professionnelle en milieu normal de travail, elle est surtout connue des employeurs par l'obligation qui leur est faite d'employer 10 % de mutilés de guerre et de travailleurs handicapés, obligation contrôlée par l'envoi d'une déclaration annuelle. La procédure de réservation d'emplois aux handicapés a été modifiée cette année. C'est désormais l'entreprise qui choisit les emplois, ce choix devant être approuvé par l'administration.

Certes, l'octroi d'aides financières accrues en faveur des employeurs qui aménagent des postes de travail pour les handicapés et la possibilité de réserver eux-mêmes les emplois pour lesquels ils peuvent embaucher des handicapés constituent des mesures intéressantes. Mais le problème est plus vaste. Même au temps de l'expansion et du plein emploi, chaque année 35 % seulement des quarante mille handicapés demandeurs d'emploi trouvaient à s'embaucher.

cher. Dans la situation présente, où le marché de l'emploi se rétrécit, les personnes handicapées des ateliers protégés ne représentent que 3 ou 5 % du flux des demandeurs d'emploi, restent sur le carreau à raison des deux tiers. Pour ceux-là, la loi d'orientation n'a rien prévu.

JEAN BENOIT.

## LE MARCHÉ DE RÜNGIS EST-IL UN FACTEUR D'INFLATION ?

(Suite de la page 9.)

Cette information recoupe celle qui apparaît aux associations de consommateurs de diffuser à leurs membres et à l'opinion. Le marché a engagé le dialogue avec elles. Pour répondre au vœu du premier ministre et du ministre du commerce, un comité de liaison a été créé, au sein duquel toutes les associations agréées sont conviées et peuvent périodiquement juger sur place et sur pièces.

Ainsi l'organisme progressivement un « pouvoir consommateur » conçu non comme l'expression d'une hargne impuissante, mais comme le partenaire du « pouvoir consommateur ». L'équilibre, sans lequel la concurrence perd son rôle régulateur, ne peut qu'y trouver son compte. Cette évolution devrait normalement aboutir à la liberté des prix promise mais incomplètement réalisée. La hardiesse de cette décision ne serait qu'apparente car, là où sont réunies les conditions du refus d'acheter, mieux vaut faire confiance à l'ajustement modérateur du marché qu'à la pesée arbitraire et le plus souvent illusoire de la réglementation.

En définitive, le marché est par fonction anti-inflationniste. Si les résultats enregistrés ne le prouvent qu'imparfaitement, ils sont loin d'être décourageants. Les moyens de les améliorer sont, pour le moment, réunis. La réussite n'est pas hors de portée. Elle est affaire de volonté aussi que de technique.

ÉMILE ARRIGHI DE CASAJOVA.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.  
Gérants : Jacques Favre, directeur de la publication, Jacques Sauvageot.  
Imprimé : 5, rue de la Harpe, PARIS-IXE  
1977  
Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.



Festival

« PARSIFAL » A ORANGE

La nuit la plus longue des Chorégies

On a boursé au maximum l'im-mense amphithéâtre, pallié la des-truction des âges par des gradins en bois, vendus les marches d'ac-céder, rempli le parterre derrière l'or-chestre et refusé on ne sait combien de places; jamais, peut-être, le Théâtre antique d'Orange n'avait sus-cité un tel engouement pour sa nuit la plus longue: commencée à 22 h. 15, Parsifal s'est achevée à 3 h. 15 et le plupart des spectateurs venus de toute la région à la ronde n'auront pu regagner leur lit avant 5 heures du matin.

Le fait brut est là et il est d'impor-tance: dix mille spectateurs environ ont vu Parsifal, et souvent pour la première fois. Il y avait, bien sûr, des habitués de Bayreuth et de l'Opéra de Paris, mais aussi une forte proportion de gens qui ne voient d'opéra qu'une fois par an, à Orange. Ce phénomène de masse justifie que Jacques Bourgeois et Jean Darnel tentent de réunir les plus belles distributions aujourd'hui possibles, comme ce fut le cas samedi.

Dans la pénombre, la foule sur les gradins circulaires semble elle-même une prodigieuse mise en scène de communion, autour de l'orchestre, quand s'élève le thème du Graal et la ferveur, plus musicale que reli-gieuse, le silence impressionnant, ne se démentiront pas au cours de cette veillée où le mistral lui-même retentit son souffle. Le dispositif scénique est sobre: une grande croix de gazou dans le bras principal s'enlève dans la porte centrale (dominée par la statue d'Auguste) d'où sortent les processions des chevaliers. De beaux échafauds chi-nés, verts ou rouges, font un décor

de lumière et la projection de lignes d'architecture romane sur le mur surin à suggérer Montsalvat.

Mais quel plus beau « décor » rêver pour cette musique contemplative que le feu et la voix de Mendel-schlohn, qui par sa voix de bête blessée, par sa longue scène, comme une demeure mystique et maudite autant qu'il raconte l'aventure intérieure et les drames de sa confrérie, avec ces gestes nobles et familiers, cette voix humaine et profonde où tous les sen-timents se peignent à la surface de ce finbre chasteur, d'une égalité parfaite. Kundry est la seule, pré-sente dans ses cris de bête blessée, ce jeu de la femme sauvage qu'im-pose Léonle Rysanek avec sa grande dimension dramatique. Et Parsifal, le chaste fol, ne comprenant rien de ce qui arrive, dont René Kollo accuse un peu trop le côté ingrat et buté.

Les scènes du Graal ne sont peut-être pas tout à fait à la mesure de la majestueuse musique; d'abord parce que les lauriers et les épées d'argent, les robes et les chasubles bleu ciel des chevaliers, aux mono-grammes tarabiscotés, relèvent d'un goût ostentatoire; ensuite parce que les mouvements de foule, bien ordon-nés par le metteur en scène August Everding, atteignent que rarement à cette évidente beauté qui jadis se-lait comme spontanément des groupes formés par Wieland Wagner et restait un peu moines et passifs.

Peut-être est-ce aussi que Siegmund Nimsgern, malgré sa voix ferme mais sans reconnaissance, ne parvient pas à imposer le person-nage tragique d'Amfortas, le prêtre blessé, image de la faiblesse et de la détresse humaine. En revanche, l'apparition de Titurel (Victor von

Cinéma

La vocation historique des « Cahiers de la cinématèque »

Le cinéma italien des années 10-20, avec ses reconstitutions historiques, ses films sentimentaux où des « divas » frénétiques se roulaient sur des peaux de tigres, est, à travers les travaux de divers historiens, resté marqué d'un sceau mythologique. Pris en charge par le fascisme, le cinéma, en Italie, devait se mettre, en-suite, au service de l'idéologie d'Etat, avant la grande transfor-mation apportée, à la fin de la deuxième guerre mondiale, par le mouvement néo-réaliste.

Les Cahiers de la cinématèque, revue trimestrielle éditée à Perpignan, réalisée avec la colla-boration de la cinématèque de Toulouse, ont consacré au cinéma muet italien un numéro double qui, dirigé par Jean A. Gill, qui a fait du cinéma muet italien, une his-toire, esthétique, documentaire, re-présente actuellement l'étude la plus exhaustive qu'on puisse trou-ver. A une époque où l'on aurait plutôt tendance à négliger qu'aux phénomènes de mode (la « comé-die italienne », par exemple, ac-climatisée en France depuis quel-ques années, mais sans qu'on ait jamais tenté un examen d'ensem-ble), le présent, c'est le reflux, on la désigne, la revue que dirige depuis Jean A. Gill, qui a fait du cinéma muet italien, une his-toire, esthétique, documentaire, re-présente actuellement l'étude la plus exhaustive qu'on puisse trou-ver. A une époque où l'on aurait plutôt tendance à négliger qu'aux phénomènes de mode (la « comé-die italienne », par exemple, ac-climatisée en France depuis quel-ques années, mais sans qu'on ait jamais tenté un examen d'ensem-ble), le présent, c'est le reflux, on la désigne, la revue que dirige depuis Jean A. Gill, qui a fait du cinéma muet italien, une his-toire, esthétique, documentaire, re-présente actuellement l'étude la plus exhaustive qu'on puisse trou-ver.

Le mélo : un genre qui savait attirer les foules

Le numéro suivant des Cahiers de la cinématèque, qui vient juste de paraître, s'intitule Pour une histoire du mélodrame au cinéma et s'inscrit, lui, dans un courant qui pourrait relever de la mode, puisque le mélo, cinéma narratif par excellence, réveille, ces temps-ci, la nostalgie d'un genre qui savait attirer les foules dans les salles aujourd'hui dé-sertées, sans que la télévision, bon émissaire si facilement respon-sable, ne soit entièrement respon-sable. Ce numéro s'appuie sur les films présentés aux deux CICI (Congrès indépendant du cinéma international) qui ont eu lieu en 1971 et 1978 à Toulouse (Le Monde du 21 septembre 1978) où la ciné-matèque, dont Raymond Bordé est le conservateur, est riche en œuvres mélodramatiques.

Sans doute, les critiques, historiens, cinéphilas tels que Maurice Roelens, Claude Beylier, Raymond Chirat, Pierre Cadec, Michel Lebrun, Olivier Eyquem, Roger Icart et quelques autres s'en donnent à cœur joie, dans la

JACQUES SICLIER.  
\* Les Cahiers de la cinématèque, n° 25-27 : « Le cinéma ita-lien muet », 216 p., ill., 40 F. 28 : « Pour une histoire du mélodrame au cinéma », 244 p., ill., 50 F.  
\* Festival (Coppola, Forman, Dolan, Cassavés, R.V. Lee, Stahl), n° 220-221, 128 p., ill., 34 F.  
\* Cinématèque, n° 42, 30 p., ill., 15 F.

LETTRES

La mort de Gilbert Cesbron  
Témoin d'abord

(Suite de la première page.)  
Ces questions pratiques, que la vie s'entête à nous poser dans les par-loirs d'hôpitaux ou de prison, et que les prières ont abandonnées aux radicaux périphériques, les lecteurs fai-saient confiance à Cesbron pour les aider à les résoudre, parce qu'ils le sentaient à l'écoute des seules considérations du cœur, libre de toute doctrine, solitaire, inclassable, hérétique, à sa façon; et renseigné sur le terrain.

Le journaliste de radio et le res-ponsable du Secours catholique s'im-pose discrètement d'approcher, de soulager, la souffrance des épreu-vés. On croit savoir qu'il a vécu sa longue maladie avec un acquiesce-ment admirable à ce qu'il pensait être la volonté de Dieu.

Quelques cinquante romans, des essais et des centaines d'articles, dont beaucoup dans nos colonnes, témoignent de sa curiosité devant les aspects les plus variés du monde contemporain, et de sa passion d'y concilier justice et charité.

BÉRTRAND POIROT-DELPECH.

Il va manquer, sur notre siècle en mal d'absolu, ce regard penché de transcience authentique et brillant.

« Né à Paris en 1913, Gilbert Cesbron a fait des études à l'École Condorcet et à l'École des sciences politiques. En 1933, il renonce à présenter le concours du Conseil d'Etat, qu'il préparait avec Michel Debré, et il entre au Poste parisien, où il a travaillé jusqu'en 1972. Il dirige les pro-grammes de Radio-Luxembourg, l'ancien journal des hôpitaux et des prisons. Il devient, en 1972, secrétaire général du Secours catholique. Laureat du prix de la France en 1962, et de la ville de Paris en 1978, il n'a remporté aucun des prix litté-raires d'automne et a échoué à l'Académie française en 1963.

Ses quelques cinquante romans évoluent autour de problèmes d'époque. Les romans de la série (1952). Chien perdu sans collier (1954). C'est Mozart qu'on assassine (1956). Les romans de la série (1956). Tous verres le ciel ouvert (1956). C'est plus grave que tu ne penses (1958). Dans Ce qu'on appelle vivre (1978), il s'est expliqué sur le sens d'une existence dont le moins-dre que ce mot traduit l'engage-ment religieux ».

« Un chrétien qui écrit »

Souvent présenté, avec condes-cendance, comme un écrivain « à thése », Gilbert Cesbron avait cependant le grand mérite de ne pas séparer son œuvre de sa vie, ni sa foi chrétienne de ses écrits. S'il réussait le label d'« écrivain catholique », c'est parce qu'il se méfiant du prosélytisme et se considérait plutôt comme « un chrétien qui écrit des livres pour aider les autres à vivre ».

Se qualifiant lui-même d'« être de souffrance et de désespoir, que seule la foi a sauvé du suicide », Gilbert Cesbron ne s'est pas contenté d'exorciser ses angoisses par la plume. Discrètement, il s'est efforcé de mettre en pratique les « huit paroles pour l'humanité » (les Béatitudes, thème de son dernier livre) qui résument la foi chré-tienne.

Enfant choyé de parents riches, il méprisait l'argent et consacrait une partie des béné-fices importants que rapportaient ses romans à la aide subit. Très sensible à la souffrance humaine, il se dévoua aux plus déshé-rés : il se rendait régulièrement à l'hôpital de la Sapèrière pour s'entretenir avec les malades incurables — il les

appelait les « sans-espoir », et il fut aussi un visiteur régulier des prisons.

La charité n'était pas pour lui une notion abstraite, et lorsqu'il est devenu, en 1972, secrétaire général du Secours catho-lique, Gilbert Cesbron déclara, au Monde : « Chez nous, chaque franc est sacré, chaque minute aussi. Chaque franc, parce que souvent des donateurs pauvres envoient leurs modestes éco-nomies pour soulager plus pauvres qu'eux. Chaque minute, parce qu'on ne peut pas se permettre de perdre, dans toutes les catas-trophes, la rapidité de la réaction importe autant que la nature du secours dispensé. »

Il quitta le Secours catho-lique un an plus tard, pour rai-sons de santé. Dans la maladie qui devait l'emporter — un des cancers les plus douloureux, il a montré la même force d'âme en acceptant la lucidité jusqu'à la fin. Tous les jours, depuis des années, Gilbert Cesbron écrivait quelques lignes d'un livre sur la mort : cela caractérisait parfai-tement cet homme entier, où l'écrivain, le chrétien et l'homme tout court se sont exprimés sans partage sur la condition humaine.

ALAIN WOODROW.

La « Mostra » de Venise revit

La « Mostra » de Venise, festival de cinéma prestigieux alors que Cannes n'était qu'à ses débuts, va revivre, cet été, après deux ans d'ar-rêt total et une longue crise qu'on croyait insurmontable. Du 25 août au 4 septembre, on pourra y voir une trentaine de films nouveaux et une série d'expériences audiovisuelles (répartis en deux sections : « Venise, cinéma 79 » et « laboratoire vé-nitien »), ainsi qu'une rétrospective Marcel Carné. Enfin, au cours des trois derniers jours, une rencontre internationale fera le point sur la situation du cinéma dans les pays occidentaux et ses perspectives au seuil des années 80. Aucun prix ne sera décerné.

Le responsable de la section cinéma de la Biennale de Venise, le cinéaste Carlo Lizzani, a fait le pari de ressusciter le Festival et de retrouver non pas les fastes, mais la qualité et l'intérêt des « Mostra » d'autrefois.

Après 68, Cannes a réussi à se transformer et à survivre à la contestation, explique Carlo Lizzani. A Venise, la situation était plus dif-ficile, car n'était pas uniquement un festival de cinéma mais une véritable institution culturelle qui comportait cinq branches dont le cinéma. Les artistes y avaient donc posé des problèmes plus complexes. De plus, la situation politique italienne était particulièrement compliquée.

Depuis une dizaine d'années, la « Mostra » avait perdu son rythme, sa périodicité. Il y avait des sémi-naires et d'autres activités culturelles, mais plus de véritable festival. Le nouveau statut de la Biennale, adopté il y a quelques mois, a réinstauré cette périodicité tout en conservant, disséminées sur toute l'année, des activités interdisciplinaires (cinéma, audiovisuel, musique). Au cours des deux dernières années, la section cinéma de la Biennale était tombée dans une crise complète, toute ac-tivité avait cessé. Ce n'est qu'au début du mois d'avril, après des mois et des mois de discussions sur le « plan quadriennal » de la Biennale, qu'on a pu commencer à travailler concrètement, à penser à la sélection des films.

Pour cette sélection, Carlo Lizzani, accompagné d'autres membres de la commission cinéma de la biennale, ont écrit Alberto Moravia, est allé en Allemagne, en Union soviétique, en Pologne, en Hongrie, en Afrique du Nord, aux Etats-Unis, en France.

La « Mostra » s'ouvrira le 25 août avec le Pré des frères Taviani. Trente-cinq films seront projetés pendant onze jours, deux l'après-midi et un le soir, sans compter, le matin, la rétrospective (vieille tradi-tion vénitienne) consacrée à Marcel Pagnol (quatre films seront proje-tés).

La section « Venise cinéma 1979 » sera le festival proprement dit, affirme Carlo Lizzani, et l'autre sec-tion, « le Laboratoire vénitien », un

Une lettre de M. Léopold Sédar Senghor

« CDD »  
AVEC UN SEUL « D »

M. Léopold Sédar Senghor, président de la République du Sénégal, nous a fait parvenir la lettre suivante :

Dans l'article publié dans le Monde du 13 juillet 1979, sur le film Ceddé de M. Ousmane Sembène, l'auteur de l'article avance : « Le film est toujours interdit au Sénégal ».

C'est dommage que le journa-liste n'ait pas dit les raisons de cette interdiction. Si le gou-vernement sénégalais a interdit la projection de Ceddé sur le ter-rain national, c'est tout sim-plement, parce que M. Ousmane Sembène ne veut pas se plier à la loi sénégalaise.

En effet, nous sommes, avec l'aide d'une commission comp-lète pour chacune des six lan-gues nationales, en train de codifier la transcription phonétique de nos six langues nationales. Le décret sur le oulof a paru depuis plusieurs années et, selon ce décret, l'orthographe correcte du mot est Ceddé, avec un seul « d », et non pas Ceddô, avec deux « d ».

C'est parce que nous sommes un pays en construction et qu'il y règne une juste indépendance que notre législation et notre réglementation sont en train de se faire, dans un pays démocratique comme le Sénégal, M. Ousmane Sembène — qui écrit son nom Sembène Ous-mane, en mettant le nom devant le prénom, — puisse se déclarer publiquement, marxiste-léniniste; il n'est pas naturel qu'il refuse d'obéir à la loi ou au règlement. Voilà tout le problème.

VANJA LUKSIC.

Petites nouvelles

L'acteur américain Dick Foran vient de mourir. Il était âgé de cinquante-sept ans. Spécialiste des rôles de cow-boy, il avait joué dans quelque deux cents films.

Le cinéaste Alfred Hitchcock fête ce lundi 13 août son quatre-vingtième anniversaire. Il prépare actuellement, « The Short Night », qui s'inspire de la carrière de l'espion britannique George Blake.

Le Léopard d'or, grand prix du troisième Festival international du film de Locarno, a été décerné à « Sur » (Le Troupeau) du metteur en scène turc Zeki Otken. Le deuxième prix a été attribué à « Immacolata concezza », de l'italien Salvatore Ficiacchi, et le troi-

sème, au film « Le Haras », du Hon-grois Andras Kovacs.

Le neuvième Festival inter-culturel des continents a pris fin le 12 août, à Loriet (Marbais), après une semaine d'animation par la poésie, la peinture, la musique et les arts plastiques. L'an prochain, le Festival interculturel sera orga-nisé à Berlin-Ouest, en juillet, et dans la province de Galice (Espagne), en août.

Le Festival pyrotechnique de Monte-Carlo s'est achevé le samedi 11 août avec la victoire d'une société américaine, la « New-York Py-rotechnics » devant les concurrents espagnols et italiens. Les différentes prestations étaient jugées notam-ment sur l'intérêt chorégraphique, la précision et l'absence de fumée.

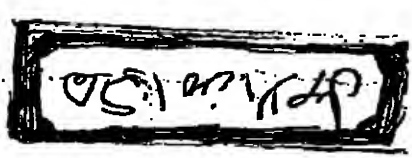
**Le Monde**  
Service Abonnements  
2, rue des Italiens  
75427 PARIS - CEDEX 99  
C.C.P. 6371-33

**ABONNEMENTS**  
3 mois 6 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.  
135 F 270 F 540 F  
TOUTS PAYS STRAN-  
GERS PAR VOIS NORMAUX  
250 F 490 F 980 F

ETRANGER  
(par mandats)  
I - BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS  
185 F 370 F 740 F  
II - SUISSE - TUNISIE  
230 F 460 F 920 F  
Par voie aérienne  
Tous pays

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.  
« Abonnements » d'adresse dé-claratifs ou provisoires (de 2 à 3 semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.  
Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.  
Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.













# CARNET

## Naissances

— Didier TOCANNE et Catherine, née Lebeugue, ont la joie d'annoncer la naissance de Marguerite.  
Paris, le 4 août 1979.  
84, rue du Secours-de-Paris, 75015 Paris.

## Marriages

— Alger, Lille.  
M. Henri FENAU et Mme, ont la joie d'annoncer le mariage de leur fille  
Françoise,  
avec  
Annick BERTRAND,  
célèbre dans l'intimité, le 4 août 1979.  
Communauté générale de France, à Alger.  
Couvent des Carmes, à Lille.  
85, avenue Guyonnet, à Lille.  
59700 Marquand-Barcelu.  
41-43, rue de Béthune, 59800 Lille.

## Décès

— Mme Hippolyte Allard, son épouse,  
M. le docteur Christian Allard et Mme.  
M. et Mme Roland Allard, M. et Mme Jacques Allard, M. Michel Allard, ses enfants,  
Peggy, Anne-Fleurine, Sigolène, Aurélie, Alexandre,  
ses petits-enfants,  
Son frère le docteur Ernest Allard et Mme,  
ont le grand chagrin de faire part du décès de  
M. Hippolyte ALLARD,  
docteur en pharmacie,  
médiateur général  
de l'Académie de médecine,  
ancien maire  
de Saint-Paul-de-Chalonnay (Haute-Loire).  
La cérémonie religieuse aura lieu le 13 août, à 15 heures, en l'église de Saint-Paul-de-Chalonnay.  
Cet avis tient lieu de faire-part.

(Publité)  
**MOQUETTE 100 %**  
**PURE LAIN T3-T4**  
à prix exceptionnel de 98 F le m<sup>2</sup>  
Pose par spécialistes et devis gratuits  
334, rue de Valenciennes, Paris-15<sup>e</sup>  
Métro Convention  
Tél. 842-42-62 ou 250-41-85  
**OUVERT EN AOUT**

# L'immobilier

<p><b>propriétés</b></p> <p><b>GRIMAUD (vieux village)</b> km mar. à 10 km Saint-Tropez Bau msi 200 m<sup>2</sup> divisible en 2 maisons indép., 1 living-room, 1 atelier d'artisan, 1 ch. à bains, 1 kitchenette, 1 cuis. et dépendances, jardin 1.200 m<sup>2</sup>. vue sur les collines calmes. Tél. 16 150 42-20-95</p> <p><b>SAINT-CLOUD</b> VAL-D'OR - VUE UNIQUE Belle propriété à 100 m de la mer, 100 m<sup>2</sup> de terrain, 100 m<sup>2</sup> de bâtis, 100 m<sup>2</sup> de jardin. PROPRIÉTAIRE : 504-91-50</p> <p><b>CHAUVRY MONTMORENCY</b> Superbe propriété, 100 m<sup>2</sup> de bâtis, 100 m<sup>2</sup> de jardin, 100 m<sup>2</sup> de terrain. Tél. 969-31-74</p> <p><b>vacances à la semaine</b> quelques disponibilités AOUT, SEPTEMBRE L.I.T. 34280 LA GRANDE-MOTTE</p> <p><b>demandes d'emploi</b></p> <p>Marié, deux enfants, 33 ans, licencié psycho, cherche place urgente</p> <p><b>RESPONSABLE DES VENTES</b> ou <b>CHEF DE PUBLICITÉ</b> dans agences ou journaux, huit ans d'expérience, connaissances presse gratuite. Etude toutes propositions commerciales sur toute la France. Tél. avant 15 h. au (01-79) 36-11-40 en P.C.V. tous les jours ou écrire sous n° T 014-905 M A REGIE-PRESSE, 83, rue Réaumur, 75002 Paris.</p>	<p><b>pavillons</b></p> <p>Part. rech. à acheter 250.000 F maison, 4 ch., 100 m<sup>2</sup> de terrain, jardin 4.500 m<sup>2</sup>, très agréable, à 100 m de la mer, à 100 m de Tél. 520-20-52, après 20 heures.</p> <p><b>fermettes</b></p> <p><b>RÉGION DE</b> <b>SULLY-SUR-LOIRE</b> Sur les bords de Loire ancienne fermette sur 1.000 m<sup>2</sup> de terrain avec puits, à pièces avec che- minées et four à pain, portes appareillées, splendide, grande salle à manger, 100 m<sup>2</sup> de ter- rain, 100 m<sup>2</sup> de jardin, 100 m<sup>2</sup> de terrain. Tél. 520-20-52, après 20 heures.</p> <p><b>SITE</b> Tous terrains, sur de PARIS 39, rue La Boétie, 75008 PARIS Tél. 44-34-34</p> <p><b>40 KM DEVAULLE</b> Maison neuve, 100 m<sup>2</sup> de terrain, 100 m<sup>2</sup> de jardin, 100 m<sup>2</sup> de terrain. Téléphone (32) 41-41-41.</p> <p><b>échanges</b></p> <p>15<sup>e</sup> arrondissement, échange 2 post. ensuite, cuis., s. b., entrée, w.-c., tel. chauff., indiv. loyer ancien, 27<sup>e</sup> étage, 30 m<sup>2</sup> de ter- rain, 100 m<sup>2</sup> de terrain, 100 m<sup>2</sup> de terrain. Tél. 520-20-52, après 20 heures.</p>	<p><b>bureaux</b></p> <p>Domicile, Art. et Commer. siège S.A.R.L. Rédaction d'ac- teurs, journalistes, journalistes, secrét. Tél. 16, 15, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 610, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 626, 627, 628, 629, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 680, 681, 682, 683, 684, 685, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 727, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755, 756, 757, 758, 759, 760, 761, 762, 763, 764, 765, 766, 767, 768, 769, 770, 771, 772, 773, 774, 775, 776, 777, 778, 779, 780, 781, 782, 783, 784, 785, 786, 787, 788, 789, 790, 791, 792, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 805, 806, 807, 808, 809, 810, 811, 812, 813, 814, 815, 816, 817, 818, 819, 820, 821, 822, 823, 824, 825, 826, 827, 828, 829, 830, 831, 832, 833, 834, 835, 836, 837, 838, 839, 840, 841, 842, 843, 844, 845, 846, 847, 848, 849, 850, 851, 852, 853, 854, 855, 856, 857, 858, 859, 860, 861, 862, 863, 864, 865, 866, 867, 868, 869, 870, 871, 872, 873, 874, 875, 876, 877, 878, 879, 880, 881, 882, 883, 884, 885, 886, 887, 888, 889, 890, 891, 892, 893, 894, 895, 896, 897, 898, 899, 900, 901, 902, 903, 904, 905, 906, 907, 908, 909, 910, 911, 912, 913, 914, 915, 916, 917, 918, 919, 920, 921, 922, 923, 924, 925, 926, 927, 928, 929, 930, 931, 932, 933, 934, 935, 936, 937, 938, 939, 940, 941, 942, 943, 944, 945, 946, 947, 948, 949, 950, 951, 952, 953, 954, 955, 956, 957, 958, 959, 960, 961, 962, 963, 964, 965, 966, 967, 968, 969, 970, 971, 972, 973, 974, 975, 976, 977, 978, 979, 980, 981, 982, 983, 984, 985, 986, 987, 988, 989, 990, 991, 992, 993, 994, 995, 996, 997, 998, 999, 1000, 1001, 1002, 1003, 1004, 1005, 1006, 1007, 1008, 1009, 1010, 1011, 1012, 1013, 1014, 1015, 1016, 1017, 1018, 1019, 1020, 1021, 1022, 1023, 1024, 1025, 1026, 1027, 1028, 1029, 1030, 1031, 1032, 1033, 1034, 1035, 1036, 1037, 1038, 1039, 1040, 1041, 1042, 1043, 1044, 1045, 1046, 1047, 1048, 1049, 1050, 1051, 1052, 1053, 1054, 1055, 1056, 1057, 1058, 1059, 1060, 1061, 1062, 1063, 1064, 1065, 1066, 1067, 1068, 1069, 1070, 1071, 1072, 1073, 1074, 1075, 1076, 1077, 1078, 1079, 1080, 1081, 1082, 1083, 1084, 1085, 1086, 1087, 1088, 1089, 1090, 1091, 1092, 1093, 1094, 1095, 1096, 1097, 1098, 1099, 1100, 1101, 1102, 1103, 1104, 1105, 1106, 1107, 1108, 1109, 1110, 1111, 1112, 1113, 1114, 1115, 1116, 1117, 1118, 1119, 1120, 1121, 1122, 1123, 1124, 1125, 1126, 1127, 1128, 1129, 1130, 1131, 1132, 1133, 1134, 1135, 1136, 1137, 1138, 1139, 1140, 1141, 1142, 1143, 1144, 1145, 1146, 1147, 1148, 1149, 1150, 1151, 1152, 1153, 1154, 1155, 1156, 1157, 1158, 1159, 1160, 1161, 1162, 1163, 1164, 1165, 1166, 1167, 1168, 1169, 1170, 1171, 1172, 1173, 1174, 1175, 1176, 1177, 1178, 1179, 1180, 1181, 1182, 1183, 1184, 1185, 1186, 1187, 1188, 1189, 1190, 1191, 1192, 1193, 1194, 1195, 1196, 1197, 1198, 1199, 1200, 1201, 1202, 1203, 1204, 1205, 1206, 1207, 1208, 1209, 1210, 1211, 1212, 1213, 1214, 1215, 1216, 1217, 1218, 1219, 1220, 1221, 1222, 1223, 1224, 1225, 1226, 1227, 1228, 1229, 1230, 1231, 1232, 1233, 1234, 1235, 1236, 1237, 1238, 1239, 1240, 1241, 1242, 1243, 1244, 1245, 1246, 1247, 1248, 1249, 1250, 1251, 1252, 1253, 1254, 1255, 1256, 1257, 1258, 1259, 1260, 1261, 1262, 1263, 1264, 1265, 1266, 1267, 1268, 1269, 1270, 1271, 1272, 1273, 1274, 1275, 1276, 1277, 1278, 1279, 1280, 1281, 1282, 1283, 1284, 1285, 1286, 1287, 1288, 1289, 1290, 1291, 1292, 1293, 1294, 1295, 1296, 1297, 1298, 1299, 1300, 1301, 1302, 1303, 1304, 1305, 1306, 1307, 1308, 1309, 1310, 1311, 1312, 1313, 1314, 1315, 1316, 1317, 1318, 1319, 1320, 1321, 1322, 1323, 1324, 1325, 1326, 1327, 1328, 1329, 1330, 1331, 1332, 1333, 1334, 1335, 1336, 1337, 1338, 1339, 1340, 1341, 1342, 1343, 1344, 1345, 1346, 1347, 1348, 1349, 1350, 1351, 1352, 1353, 1354, 1355, 1356, 1357, 1358, 1359, 1360, 1361, 1362, 1363, 1364, 1365, 1366, 1367, 1368, 1369, 1370, 1371, 1372, 1373, 1374, 1375, 1376, 1377, 1378, 1379, 1380, 1381, 1382, 1383, 1384, 1385, 1386, 1387, 1388, 1389, 1390, 1391, 1392, 1393, 1394, 1395, 1396, 1397, 1398, 1399, 1400, 1401, 1402, 1403, 1404, 1405, 1406, 1407, 1408, 1409, 1410, 1411, 1412, 1413, 1414, 1415, 1416, 1417, 1418, 1419, 1420, 1421, 1422, 1423, 1424, 1425, 1426, 1427, 1428, 1429, 1430, 1431, 1432, 1433, 1434, 1435, 1436, 1437, 1438, 1439, 1440, 1441, 1442, 1443, 1444, 1445, 1446, 1447, 1448, 1449, 1450, 1451, 1452, 1453, 1454, 1455, 1456, 1457, 1458, 1459, 1460, 1461, 1462, 1463, 1464, 1465, 1466, 1467, 1468, 1469, 1470, 1471, 1472, 1473, 1474, 1475, 1476, 1477, 1478, 1479, 1480, 1481, 1482, 1483, 1484, 1485, 1486, 1487, 1488, 1489, 1490, 1491, 1492, 1493, 1494, 1495, 1496, 1497, 1498, 1499, 1500, 1501, 1502, 1503, 1504, 1505, 1506, 1507, 1508, 1509, 1510, 1511, 1512, 1513, 1514, 1515, 1516, 1517, 1518, 1519, 1520, 1521, 1522, 1523, 1524, 1525, 1526, 1527, 1528, 1529, 1530, 1531, 1532, 1533, 1534, 1535, 1536, 1537, 1538, 1539, 1540, 1541, 1542, 1543, 1544, 1545, 1546, 1547, 1548, 1549, 1550, 1551, 1552, 1553, 1554, 1555, 1556, 1557, 1558, 1559, 1560, 1561, 1562, 1563, 1564, 1565, 1566, 1567, 1568, 1569, 1570, 1571, 1572, 1573, 1574, 1575, 1576, 1577, 1578, 1579, 1580, 1581, 1582, 1583, 1584, 1585, 1586, 1587, 1588, 1589, 1590, 1591, 1592, 1593, 1594, 1595, 1596, 1597, 1598, 1599, 1600, 1601, 1602, 1603, 1604, 1605, 1606, 1607, 1608, 1609, 1610, 1611, 1612, 1613, 1614, 1615, 1616, 1617, 1618, 1619, 1620, 1621, 1622, 1623, 1624, 1625, 1626, 1627, 1628, 1629, 1630, 1631, 1632, 1633, 1634, 1635, 1636, 1637, 1638, 1639, 1640, 1641, 1642, 1643, 1644, 1645, 1646, 1647, 1648, 1649, 1650, 1651, 1652, 1653, 1654, 1655, 1656, 1657, 1658, 1659, 1660, 1661, 1662, 1663, 1664, 1665, 1666, 1667, 1668, 1669, 1670, 1671, 1672, 1673, 1674, 1675, 1676, 1677, 1678, 1679, 1680, 1681, 1682, 1683, 1684, 1685, 1686, 1687, 1688, 1689, 1690, 1691, 1692, 1693, 1694, 1695, 1696, 1697, 1698, 1699, 1700, 1701, 1702, 1703, 1704, 1705, 1706, 1707, 1708, 1709, 1710, 1711, 1712, 1713, 1714, 1715, 1716, 1717, 1718, 1719, 1720, 1721, 1722, 1723, 1724, 1725, 1726, 1727, 1728, 1729, 1730, 1731, 1732, 1733, 1734, 1735, 1736, 1737, 1738, 1739, 1740, 1741, 1742, 1743, 1744, 1745, 1746, 1747, 1748, 1749, 1750, 1751, 1752, 1753, 1754, 1755, 1756, 1757, 1758, 1759, 1760, 1761, 1762, 1763, 1764, 1765, 1766, 1767, 1768, 1769, 1770, 1771, 1772, 1773, 1774, 1775, 1776, 1777, 1778, 1779, 1780, 1781, 1782, 1783, 1784, 1785, 1786, 1787, 1788, 1789, 1790, 1791, 1792, 1793, 1794, 1795, 1796, 1797, 1798, 1799, 1800, 1801, 1802, 1803, 1804, 1805, 1806, 1807, 1808, 1809, 1810, 1811, 1812, 1813, 1814, 1815, 1816, 1817, 1818, 1819, 1820, 1821, 1822, 1823, 1824, 1825, 1826, 1827, 1828, 1829, 1830, 1831, 1832, 1833, 1834, 1835, 1836, 1837, 1838, 1839, 1840, 1841, 1842, 1843, 1844, 1845, 1846, 1847, 1848</p>
---	--	--



# Le Monde économie

Produit de luxe

Le Japon, contrairement à ce qui avait été initialement prévu pour le premier semestre 1980, ne connaîtra probablement pas une accélération du taux de croissance du P.N.B. en volume. C'est ce que confirment les experts de l'O.C.D.E. (Organisation de coopération et de développement économiques) dans le rapport qu'ils viennent de publier. Par ailleurs, la balance des paiements, excédentaire ces deux dernières années (16,5 milliards de dollars en 1978, 0,5 milliard en 1979) pourrait connaître un déficit de 3 à 4 milliards de dollars pour les douze prochains mois, compte tenu de l'acquis négatif enregistré précédemment.

LUNDI 13 AOUT

FRANCE CULTURE

FRANCE MUSIQUE

## Les experts de l'O.C.D.E. confirment la décelération de l'activité du Japon et annoncent un déficit de la balance des paiements

Le Japon, contrairement à ce qui avait été initialement prévu pour le premier semestre 1980, ne connaîtra probablement pas une accélération du taux de croissance du P.N.B. en volume. C'est ce que confirment les experts de l'O.C.D.E. (Organisation de coopération et de développement économiques) dans le rapport qu'ils viennent de publier. Par ailleurs, la balance des paiements, excédentaire ces deux dernières années (16,5 milliards de dollars en 1978, 0,5 milliard en 1979) pourrait connaître un déficit de 3 à 4 milliards de dollars pour les douze prochains mois, compte tenu de l'acquis négatif enregistré précédemment.

## Aux Etats-Unis UN COMITÉ DU CONGRÈS S'INQUIÈTE DE LA BAISSÉ DE LA PRODUCTIVITÉ

L'accroissement de la productivité aux Etats-Unis constitue, avec la réduction de la dépendance énergétique du pays vis-à-vis de l'étranger, la clé du redressement et du développement économique au cours de la prochaine décennie, affirme le rapport semestriel du Comité économique conjoint de la Chambre des représentants et du Sénat. On sait que le taux de croissance de la productivité est tombé, aux Etats-Unis, de 1,9 % (moyenne annuelle 1964-1978) à 0,1 % (moyenne annuelle 1974-1978) (le Monde du 18 mai). L'indice de la productivité du secteur privé a même baissé de 3,8 % au deuxième trimestre de 1979.

## En Israël HAUSSE DE 50 % DES PRIX DE CERTAINES DENRÉES ALIMENTAIRES

Jérusalem (A.F.P.). — Un nouveau train de hausses de 50 % sur des produits alimentaires de base a été appliqué en Israël, le samedi 11 août à minuit. Ces hausses qui touchent essentiellement le pain, le lait, l'huile, la margarine et le poulet congelé, sont conformes à la politique du gouvernement qui tend à réduire progressivement les subsides (le Monde du 20 juillet). De même, les transports publics connaîtront, dans deux semaines, une nouvelle hausse de 25 %.

## De nouveaux licenciements seraient annoncés au groupe Néogravure

Les premiers licenciements consécutifs à la mise en règlement judiciaire de la Société de développement financier (S.D.F.), holding du groupe Néogravure, et de ses six filiales, le 26 juillet dernier (le Monde du 28, 29 et 30 juillet), devaient être annoncés par la direction ce jeudi 13 août, annonce-t-on au Comité inter-syndical du livre parisien C.G.T. (C.F.I.L.-C.G.T.).

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DE JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
1.2315 1.2325	30 - 10	50 - 30	80 - 40
1.2325 1.2335	30 - 10	50 - 30	80 - 40
1.2335 1.2345	30 - 10	50 - 30	80 - 40

## TAUX DES EURO-MONNAIES

MONNAIE	1 MOIS	3 MOIS	6 MOIS	12 MOIS
DM	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8
FF	10 3/8	10 3/8	10 3/8	10 3/8
£	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2

MARDI 14 AOUT

FRANCE CULTURE

FRANCE MUSIQUE

## MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2461

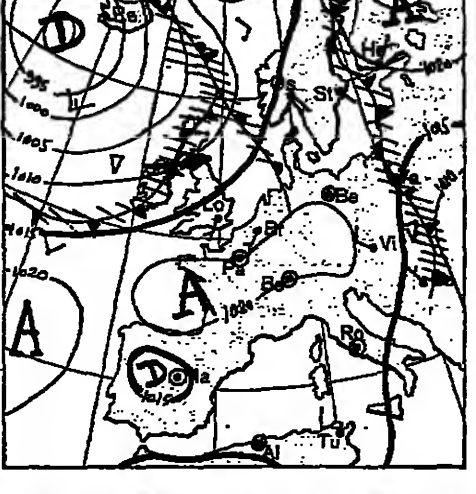
HORIZONTALEMENT

I. Son bouquet s'accompagne de quelques feuilles de chou ; Reste demoiselle toute sa vie. — II. Touche beaucoup d'intérêts ; Emporte tous nos regrets. — III. Préface ; Se montra doublement édifiant ; Contes. — IV. Possessif ; S'étendait sur le champ ; Campagne. — V. Abréviation ; Bruit ; Ruban. — VI. Souvent troussée par une personne habituée à faire des farces ; D'un audacieux ; Avec elle, on est trempé ; Grecque. — VII. Vivent sur un grand pied ; Concession italienne. — VIII. Culotte prussienne ; Exige ; Dans une défense. — IX. Nécessité légale ; Morceaux qui ne doivent pas être hachés. — X. N'avoque plus que des souvenirs ; Préface ; Saint. — XI. Conscience ; Sont séduisants. — XII. Sent l'huile. — XIII. Sappique à l'endroit ; A malheureux ; Le dessus. — XIV. Est rapide ; Une des formes que peut prendre la guerre des gaz. — XV. Est à la merci d'un coup de feu ; Permet d'apprécier, en principe, tout ce qui est frais et léger.

VERTICALEMENT

I. Est condamné à travailler jusqu'à son dernier soupir ; Synonyme ; 2. Désigne un métal blanc ; Se dit d'un tissu légèrement chiné, proscrit par la mode féminine ; Reste sans écho quand des interlocuteurs n'arrivent pas à s'entendre. — 3. Poème ; Il serait bien excusable d'avoir la folie des grandeurs ; Dissipait. — 4. En faisant le pont, son auteur juge également bon de faire le zozou ; Une bombe de plus à nourrir ; Permet d'écarter. — 5. Une simple lettre qui vaut à elle seule, tout un long rapport ; Animal ; Boit parmi d'humides bruyantes. — 6. Rivière ; Pronom ; On y vide son sac devant une assemblée attentive ; Crack. — 7. Barbote avant de voler ; Fut vaincu dès la première épreuve ; Le. — 8. Titre ou figure ; En Belgique ; Grecque ; Franchi d'un bond. — 9. Abréviation ; Indien ; Fait le joll cœur. — 10. Ne fut

## SITUATION LE 13-8-79 A 0 h G.M.T.



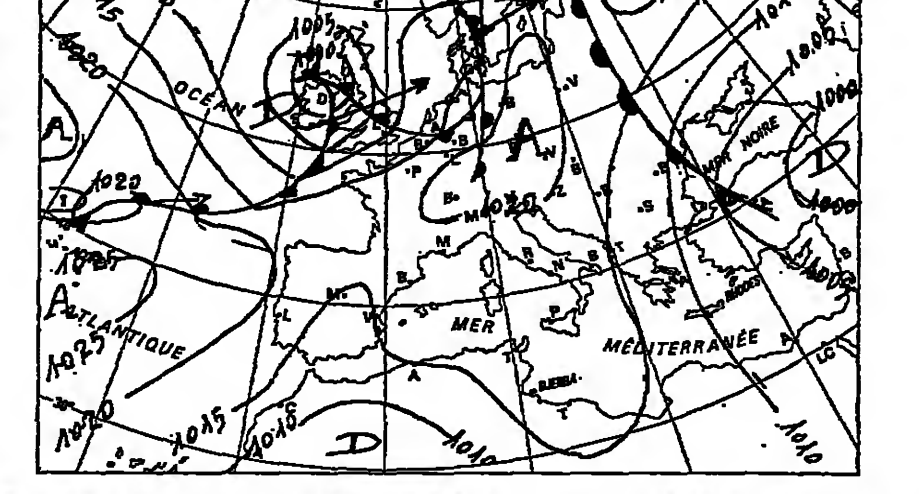
Evolution probable du temps en France entre le lundi 13 août à 8 heures et le mardi 14 août à 24 heures :

Mardi, le temps restera bien ensoleillé et assez chaud sur les régions méditerranéennes et le sud des Alpes. Les vents seront faibles, mais des brises de mer se feront l'après-midi.

D'autre part, de la Bretagne et de la Vendée aux Flandres et au nord des Vosges, le temps sera souvent très nuageux. On notera quelques faibles pluies le matin puis des éclaircies et des pluies intermittentes au renforcement du soir en prenant un caractère orageux sur l'Ouest et le Nord-Ouest. Les vents de sud-ouest, se renforceraient pour devenir assez forts à forte sur les côtes, surtout celles de la Manche occidentale.

Sur le reste de la France, on notera des formations brumeuses matinales. Après leur dissipation, le temps sera nuageux avec des éclaircies. Une tendance orageuse pourra se développer le soir sur l'ouest du Bassin aquitain.

## PRÉVISIONS POUR LE 13 AOUT A 6 HEURES (G.M.T.)



Les températures varieront peu. Le lundi 13 août, à 6 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1018,5 millibars, soit 764,2 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 12 août ; le second, le minimum de la nuit du 12 au 13) : Alais, 26 et 15 degrés ; Biarritz, 24 et 15 ; Bordeaux, 25 et 14 ; Brest, 20 et 16 ; Clermont-Ferrand, 23 et 10 ; Dijon, 23 et 13 ; Grenoble, 26 et 12 ; Lille, 22 et 17 ; Lyon, 22 et 12 ; Nantes, 24 et 16 ; Nice, 26 et 20 ; Paris-Le Bourget, 25 et 18 ; Pau, 22 et 13 ; Perpignan, 26 et 18 ; Rennes, 23 et 17 ; Strasbourg, 22 et 10 ; Tours, 24 et 18 ; Toulouse, 26 et 13 ; Pointe-à-Pitre, 22 et 26.

Températures relevées à l'étranger : Agadir, 22 et 18 ; Alger, 31 et 17 ; Amsterdam, 18 et 15 ; Athènes, 30 et 23 ; Barcelone, 28 et 21 ; Berlin, 21 et 11 ; Bonn, 17 et 12 ; Brindisi, 28 et 22 ; Bruxelles, 22 et 17 ; Casablanca, 26 et 20 ; Casablanca, 25 et 13.

## UN COIN POUR JOUER

Nous donnerons dans nos éditions dotées du mercredi 15 août la solution du problème n° 14, « Familles d'allumettes ».

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du 13 août 1979 :

Des décrets

Modifiant plusieurs articles du code de la construction et de l'habitation relatif au centre scientifique et technique du bâtiment.

Modifiant le décret du 30 octobre 1978 portant statut particulier des personnels de documentation du ministère de l'Éducation nationale.

D'autre part, le Bulletin officiel des décorations, médailles et récompenses du 11 août a publié des décrets concernant la médaille présidentielle, portant promotion et nomination dans l'ordre des palmes académiques ; des arrêtés portant retrait et attribution de la médaille des services militaires volontaires, portant nomination dans l'ordre des arts et lettres, portant attribution de la médaille d'honneur des postes et télécommunications ; des citations à l'ordre de l'armée.

## Visites, conférences

MARDI 14 AOUT

VISITES GUIDÉES ET PROMENADES. — 15 h. place du Puits-de-l'Érmitte. Mme Garnier-Ahlberg : « La Mésopotamie ».

15 h. façade ouest, église Saint-Eustache. Mme Saint-Girons : « Le quartier des Halles ».

15 h. 47, rue des Rois, Mme Vermeersch : « Quartier Latin ».

15 h. 17, quai d'Anjou, Mme Zolov : « Hôtel de Lorraine » (Collège national des monuments historiques).

15 h. 15, 5, rue des Hospitalières-Saint-Gervais : « Le Marais » (Collège national des monuments historiques).

15 h. métro Pont-Marie : « L'île Saint-Louis pas à pas » (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

15 h. 15, pont de la Concorde, M. Ch. Guasco : « Notre-Dame » (Cultures vivantes).

15 h. métro Étienne-Marcel : « Abbaye Saint-Martin-des-Champs » (M. Tournaire).



**ODOUL**  
**Garde-meubles**  
208 10-30  
16 Rue de l'Atlas - PARIS XIX<sup>e</sup>

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### France Garantie

Situation au 30 juin 1979  
Actif net F. 1.418.421.680  
Répartition de l'actif  
- obligations classiques 97,38 %  
- obligations indexées 0,17 %  
- liquidités et autres éléments de l'actif 2,45 %  
Nombre d'actions en circulation 5.939.820  
Valeur liquidative F. 238,80  
Dividende 1978 (net + avoir) F. 16,35 + F. 1,65  
mis en paiement le 26 mars 1979

### SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'INVESTISSEMENT

Situation au 30 juin 1979  
Actif net F. 128.942.054  
Répartition de l'actif net  
- actions françaises 16,48 %  
- actions étrangères 41,32 %  
- obligations françaises 34,76 %  
- classiques 21,11 %  
- indexées 11,08 %  
- convertibles 2,56 %  
- obligations étrangères 1,13 %  
- classiques 1,33 %  
- indexées 4,33 %  
Nombre d'actions en circulation 629.028  
Valeur liquidative F. 201,90  
Dividende 1978 (net + avoir) F. 7,40 + F. 1,18  
mis en paiement le 2 mai 1979

## LES SICAV DES CAISSES D'ÉPARGNE

gérées par la caisse des dépôts et consignations

LE LIVRET PORTABLE Une SICAV "diversité"	S.I. FRANCE OBLIGATIONS Une SICAV "obligations"	LA BOURSE INVESTISSEMENTS Une SICAV "BONNITY"
<b>ACTIONS FRANÇAISES</b> 28,4%	<b>ACTIONS FRANÇAISES</b> 4,5%	<b>ACTIONS FRANÇAISES</b> 60,1%
<b>OBLIGATIONS FRANÇAISES</b> 34,4%	<b>OBLIGATIONS FRANÇAISES</b> 84,5%	<b>OBLIGATIONS FRANÇAISES</b> 19,4%
<b>ACTIONS ÉTRANGÈRES</b> 17,2%	<b>ACTIONS ÉTRANGÈRES</b> 8,4%	<b>ACTIONS ÉTRANGÈRES</b> 4,4%
<b>OBLIGATIONS ÉTRANGÈRES</b> 9,9%	<b>OBLIGATIONS ÉTRANGÈRES</b> 3,2%	<b>OBLIGATIONS ÉTRANGÈRES</b> 2,4%
<b>LIQUIDITÉS ET AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF</b> 11,3%	<b>LIQUIDITÉS ET AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF</b> 3,9%	<b>LIQUIDITÉS ET AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF</b> 14,1%
Actif net F. 1.421.867.806	Actif net F. 1.241.088.451	Actif net F. 399.432.254
Nombre d'actions en circulation 6.086.438	Nombre d'actions en circulation 8.723.338	Nombre d'actions en circulation 2.453.308
Valeur liquidative F. 234,27	Valeur liquidative F. 221,81	Valeur liquidative F. 162,84
Dividende net 1978 F. 16,10 + 1,76	Dividende net 1978 F. 30,70 + 1,81	Dividende net 1978 F. 6,86 + 0,81

SITUATION AU 30 JUIN 1979

### Avis financiers

## La situation exige un regain de confiance, sur le plan intérieur comme à l'étranger, en l'avenir de l'Afrique du Sud

Extraits de l'allocution du Président, M. H. F. Oppenheimer

La solidité financière de l'Afrique du Sud possède une contrepartie sérieuse, à savoir la capacité de production excédentaire et chômage massif. Il est donc d'importance vitale que notre balance des paiements favorable soit gérée de manière propre à engendrer la reprise des investissements et de la production. Le dernier budget et la mise en vigueur progressive des recommandations du rapport De Kock sont tant de pas dans la bonne direction. Toutefois, en l'absence d'apports de capitaux à long terme de l'étranger, les autorités gardent la prudence.

La situation exige un regain de confiance, sur le plan intérieur, comme à l'étranger, en l'avenir de l'Afrique du Sud. Il serait futile de tenter de résoudre le problème du sous-emploi en l'absence de vastes rentrées d'investissements et sans une augmentation considérable de la force de travail qualifiée. Ce dernier objectif passera nécessairement par la formation d'un grand nombre de travailleurs noirs et leur absorption sur une base stable dans l'industrie.

Des arguments économiques pourraient sans doute être avancés en faveur d'un ralentissement de la tendance vers une industrie à prédominance capitaliste, moyennant le maintien de salaires comparativement bas, mais il serait impensable de préconiser, soit une sérieuse réduction du niveau de vie des travailleurs blancs, soit la continuation indéfinie d'un système dépassé de discrimination raciale et l'énorme clivage entre salaires, selon qu'il s'agit de blancs ou de noirs, qui l'accompagne.

### Potentiel de croissance

Nous ne pouvons espérer résoudre les problèmes fondamentaux du pays, du point de vue social ou du point de vue économique, si les moyens de réaliser son indubitable potentiel de croissance rapide continuent à nous faire défaut. Il est donc tout à fait approprié que le gouvernement, ainsi qu'en témoignent son budget et sa réaction au rapport De Kock, mette aujourd'hui l'accent sur la croissance dans le secteur avancé de l'économie en préconisant une dépendance accrue des mécanismes du marché et la remise à l'honneur de l'initiative privée.

Le gouvernement a donné une acceptation de principe aux rapports Wiehahn et Riekert mais ne se montre guère disposé, à ce stade, à légiférer sur certaines recommandations-clés, ni même à s'engager à un calendrier de mise en application future de l'ensemble des propositions. Ainsi les lois qui ont été décrétées sont inadéquates et nous ont, pour la plupart, déçus. Il faut cependant reconnaître que les rapports proposent des changements qui, tout ordinaires qu'ils puissent paraître ailleurs, sont radicaux dans le contexte de l'Afrique du Sud, et que le gouvernement lui-même semble considérer les mesures prises à cet égard comme incomplètes.

Les rapports De Kock, Wiehahn et Riekert, ainsi que les initiatives du gouvernement dans le domaine politique, pourraient marquer le début de nouvelles lignes de conduite plus réalistes sur lesquelles un avenir de paix et de stabilité pourra, on l'espère, être bâti. Bien entendu, leur mise en œuvre prendra du temps, élément qui dépendra dans une forte mesure de facteurs indépendants de notre volonté et notamment, de la politique des démocraties occidentales.

A cet égard, il me semble qu'il y a peut-être une leçon à tirer de la nouvelle crise pétrolière comme des désordres et de la violence qui sévissent en de nombreux endroits du continent

## SOCIAL

### A LYON

## Les avatars du cabinet d'études Dumoulin

Lyon. — Pour attirer l'attention sur les difficultés que connaît leur entreprise depuis plusieurs semaines, des salariés d'un bureau d'études de génie civil de Lyon — le cabinet Dumoulin — ont rendu publics des plans du surrégénérateur Super-Phénix en construction à Creys-Malville (le Monde du 9 août). A cette occasion, ils ont fait savoir qu'au cas où ils n'obtiendraient pas très rapidement le paiement de leurs salaires de juin et de juillet, ils feraient plus loin dans leur démarche : en remettant, par exemple, à Mésrine, les plans de succursales de la

Banque de France, comportant des renseignements sur les systèmes de sécurité... Provocation ? « Boutade », selon les salariés, destinée avant tout à « faire parler du conflit » ?

En fait, les plans de la centrale nucléaire affichés les 8 et 9 août sur les murs de l'annexe, 2, rue du Musée-Guimet, étaient ceux que cinq mille ouvriers ont pu avoir entre les mains. Les documents réellement « top secret » sont restés enfermés dans le coffre d'un véhicule de l'un des ingénieurs du bureau d'études.

### De notre correspondant régional

L'affaire Dumoulin est plus complexe qu'il n'y paraît au premier abord. Les péripéties juridiques, les manœuvres financières que l'on entrevoit à peine, les allusions politiques, posent de nombreuses questions. A commencer par celle-ci : n'a-t-on pas voulu démanteler le bureau d'études Dumoulin — le plus important avec cent trente-sept salariés de la région Rhône-Alpes, sinon de France — et, si oui, quel avait intérêt à le faire ?

Ingénieur né en Savoie, M. Louis Dumoulin a créé ce bureau, en 1961, avec trois employés. « Tout seul et sans appui d'aucune sorte », pré-

cise-t-il. Son dynamisme, une équipe de collaborateurs très compétents et des relations politiques lui ont permis, en dix-sept années, de placer son bureau d'études en tête des entreprises de cette catégorie.

En 1978, le cabinet Dumoulin compte cent cinquante personnes, dont cent vingt dessinateurs-projeteurs. Il occupe plus de 2 000 mètres carrés de bureaux dans deux immeubles du sixième arrondissement de Lyon, à deux pas du parc de la Tête-d'Or. Une plaquette prestigieuse, imprimée en 1977, dresse le bilan des réalisations auxquelles le bureau d'études a participé : des stations du métro de Lyon, des hôpitaux, de nombreux établissements scolaires, des centres commerciaux, des ponts, des voies urbaines, etc.

A l'étranger, le cabinet a décroché des contrats qui peuvent faire rêver ses concurrents : par exemple, des programmes immobiliers à Alger ; Bordj-el-Khaffa (cinq mille quatre cents logements) ; Bab-Ezzouar (deux mille six cents logements) et les Anassers (quatre cents logements). Des contrats qui, selon certaines informations, représenteraient à eux seuls 35 millions de francs. Le chiffre d'affaires pour l'année 1978 a dépassé les 30 millions de francs, dont près de 60 % réalisés à l'étranger (en dehors de l'Algérie, la Syrie et l'Iran principalement).

Ce chiffre d'affaires est celui que veut bien communiquer M. Dumoulin. Le cabinet fonctionne en effet sans

contrôle extérieur : son propriétaire, exerçant une profession libérale, n'a pas éprouvé le besoin de se constituer en société. Son paternalisme bien accepté par ses collaborateurs a évité par ailleurs toute espèce de contre-pouvoir interne : pas de comité d'entreprise jusqu'à mars 1979, pas de délégués du personnel et bien entendu pas de syndicat. Pour des cadres, plutôt bien payés, bénéficiant d'un treizième et d'un quatorzième mois, la première alerte s'est présentée sous la forme d'un retard dans le paiement de leurs salaires de juillet 1978. « Des difficultés de trésorerie à la suite d'un retard de versement d'honoraires », assure, sans plus de détails, M. Dumoulin.

### Dissimulé derrière la porte

Fin 1978 : nouvelles difficultés. Cette fois, des salariés saisissent le tribunal de commerce de Lyon pour « non-paiement des salaires ». M. Dumoulin obtient, le 21 février, des délais pour régulariser la situation. Les décalages dans les mensualités sont progressivement réduits. Reste cependant à régler la moitié du quatorzième mois lorsque, en juin, M. Dumoulin connaît une nouvelle défaillance. La Banque régionale d'escompte et de dépôt (BRED) est disposée à faire l'échéance lorsque, le 11 juin, sur des pressions que M. Dumoulin attribue à la Société générale, l'établissement bancaire renonce brusquement. Nouvelle lettre au tribunal de commerce émanant cette fois du tout jeune comité d'entreprise qui réclame les salaires de mai, ceux de juin et le solde du quatorzième mois.

C'est alors que M. Dumoulin se fâche et révèle, le 28 juin au comité d'entreprise abasourdi, qu'il n'est plus propriétaire du bureau d'études depuis le 22 janvier 1979 ! Il s'est défilé de son cabinet par un acte de vente sous seing privé pour la somme de 18 millions de francs payables en trois années. Le nouveau propriétaire, dissimulé derrière la porte, est alors introduit : M. Joël Dumoutier représentant la société CEMCO.

Qu'est-ce que cette société ? Aujourd'hui encore, les salariés du cabinet Dumoulin ne le savent pas avec précision : le siège est à Bagnot, 40, rue de la République. Constitué en 1974 avec un capital de 20 000 F, porté, paraît-il, à 180 000 F depuis, cette firme n'aurait pas eu d'activité jusqu'au début de 1979, année où elle rachète donc le bureau d'études de Lyon, actif et passif confondus. En réalité, la CEMCO est une société-ralais — personne ne conteste plus aujourd'hui sa véritable vocation, — et elle avait reçu mission de trouver des partenaires pour constituer une nouvelle société d'exploitation et surtout pour réunir au plus vite des fonds destinés à soulager la trésorerie du cabinet Dumoulin. A l'évidence sa mission a échoué. Et le tribunal de commerce de Lyon s'est

fâché : le 13 juillet, il a mis en règlement judiciaire M. Dumoulin, en considérant ses activités comme des actes de commerce (1).

Le 10 août, il a fait de même avec la société CEMCO. Quarante-huit heures plus tôt, les magistrats avaient mis en demeure les dirigeants de cette société d'obtenir une garantie bancaire à hauteur de 18 millions de francs (correspondant au montant de la vente du cabinet Dumoulin) et de disposer également de 2,5 millions de francs immédiatement mobilisables pour le règlement des salaires.

Malgré des lettres de crédit correspondant aux sommes exigées, émanant d'une société suisse (Fidusco S.A.), malgré l'engagement de cinq futurs actionnaires de garantir personnellement le versement des 18 millions de francs, le tribunal a préféré mettre la société CEMCO en règlement judiciaire.

Le holding genevois l'ASDEV (assistance et développement), formé d'une société fiduciaire (DECAFIN), de la Société générale pour l'industrie (S.G.I.) et de M. Luc Dubois, administrateur du holding, a maltrou néanmoins ses propositions.

Le cabinet Dumoulin peut-il être encore sauvé ? Curieusement, plusieurs bureaux d'études ont fleuri en ce mois de juillet dans l'agglomération lyonnaise, dont trois constituées par d'ex-salariés du cabinet Dumoulin. Ainsi MM. Bernard Bourron et Michel Simard, les deux plus proches collaborateurs de M. Dumoulin, ont-ils formé avec l'appui majoritaire d'un cabinet parisien, la société Sachaud et Bossuyt et Cie — une S.A.R.L. où ont été déjà réaménagées trente et un salariés de Dumoulin. M. Dumoulin affirme qu'il a d'ailleurs été trahi par ses lieutenants qui préparaient cette opération depuis plusieurs mois. La diligence avec laquelle ceux-ci ont opéré, la facilité apparente avec laquelle ils ont obtenu un report, à leur profit, des contrats de plusieurs grandes entreprises de travaux publics ou sociétés d'aménagement paraissent donner raison, au moins sur ce point, à M. Dumoulin.

Reste néanmoins que les protégés se sont accumulés au tribunal de commerce — il y en avait pour plus de 4 millions de francs au 13 juillet — et que la Société générale s'est inscrite pour une créance totale de 20 millions de francs : ce sont là les symptômes d'une perte de confiance subite de la part des clients habitués du cabinet Dumoulin. Saura-t-on pour quelle raison ceux-ci, qui sont certainement en Afrique ou au Moyen-Orient, puisque c'est là que se traitaient 60 % du chiffre d'affaires, ont soudain « laissé tomber » le conseiller du commerce extérieur Dumoulin ?

BERNARD ELIE.

(1) Par le même jugement, le tribunal a mis en règlement judiciaire la S.A.R.L. Dumoulin, société couvrant les activités d'un bureau d'études racheté par M. Dumoulin et dont celui-ci était le gérant ; M. Dumoulin a fait appel.

## CORRESPONDANCE

### Une lettre de la C.F.D.T.

#### à propos de la formation professionnelle des adultes

Après nos articles consacrés à l'Association nationale pour la formation professionnelle des adultes (le Monde des 24 mai et 30 juin), M. Pierre Confiteux, secrétaire général adjoint du syndicat général C.F.D.T. de la formation professionnelle des adultes, nous fait part de ses remarques sur le placement des stagiaires, le tripartisme de l'assemblée générale de l'A.F.A.P. et les modernisations pédagogiques entreprises par cet organisme. Il nous écrit notamment :

« Le placement des stagiaires : en ce qui concerne les quatre stagiaires sur cinq qui trouveraient un emploi dans la semaine qui suit le stage ou même les 70 % à 80 % qui le trouveraient dans les deux ou trois mois, la rigueur de tels propos nous semble très aléatoire, aucune statistique — autres que quelques sondages locaux spécifiques et très « officieux » — n'existant, si l'on excepte une étude — non encore parue — portant sur les stagiaires 1974 et faisant ressortir de grandes disparités entre les sections et les régions. »

« Le tripartisme : en effet, l'originalité de l'A.F.A.P. pourrait résider dans la composition tripartite de son assemblée générale (douze représentants des ministères intéressés, douze représentants des organisations professionnelles des employeurs et

douze représentants des syndicats) ; mais si cela est séduisant dans la description, il faut voir combien cela est méprisable dans les faits. Les remarques ou désaccords des administrateurs syndicaux n'étant jamais pris en compte, seule la politique gouvernementale étant entendue. »

« Les modernisations pédagogiques : selon le rythme retenu jusqu'ici, il aurait fallu trente ans pour « moderniser » toutes les spécialités, c'est-à-dire simplement les adapter à l'environnement. Le léger effort de cette année (trois cent quarante-quatre sections) ne touchera qu'une section sur quatre-vingt-dix environ ! Et comment oublier que, malgré toutes nos interventions, la durée moyenne de perfectionnement d'un enseignant est à peine supérieure à une semaine par an, et cela dans un organisme de formation ! »

En conclusion, nous tenons à dénoncer la politique gouvernementale qui ne permet plus à l'A.F.A.P. de répondre véritablement à sa mission de service public de la formation professionnelle des adultes, en plaçant l'association dans une situation de pénurie financière tout en privant les nombreuses exécutives régionales et les stages « parking » mis en place dans le cadre du troisième pacte national pour l'emploi.

## Anglo American Corporation of South Africa Limited

(Enregistrée en République d'Afrique du Sud)

Pour recevoir le texte intégral du rapport annuel et de l'allocution du président, veuillez retourner ce coupon à l'adresse indiquée : Charter France S.A., Bureau 68, 9, rue de Vienne, 75008 PARIS.

Veuillez cocher la case appropriée : Allocution du président en français ☐ Rapport annuel en anglais ☐

Nom \_\_\_\_\_

Société \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

## LES MARCHÉS FINANCIERS

### LONDRES

Marché	Clôture
Indice des actions	104,12
Indice des obligations	101,12
Indice des matières premières	102,12
Indice des produits agricoles	103,12
Indice des produits industriels	104,12
Indice des produits de consommation	105,12
Indice des produits de luxe	106,12
Indice des produits de santé	107,12
Indice des produits de beauté	108,12
Indice des produits de mode	109,12
Indice des produits de sport	110,12
Indice des produits de loisir	111,12
Indice des produits de culture	112,12
Indice des produits de science	113,12
Indice des produits de technologie	114,12
Indice des produits de communication	115,12
Indice des produits de transport	116,12
Indice des produits de services	117,12
Indice des produits de finance	118,12
Indice des produits de droit	119,12
Indice des produits de médecine	120,12
Indice des produits de pharmacie	121,12
Indice des produits de chimie	122,12
Indice des produits de métallurgie	123,12
Indice des produits de mécanique	124,12
Indice des produits de génie civil	125,12
Indice des produits de construction	126,12
Indice des produits de bâtiment	127,12
Indice des produits de décoration	128,12
Indice des produits de mobilier	129,12
Indice des produits de cuisine	130,12
Indice des produits de salle de bain	131,12
Indice des produits de chambre	132,12
Indice des produits de salon	133,12
Indice des produits de jardin	134,12
Indice des produits de piscine	135,12
Indice des produits de sport	136,12
Indice des produits de loisir	137,12
Indice des produits de culture	138,12
Indice des produits de science	139,12
Indice des produits de technologie	140,12
Indice des produits de communication	141,12
Indice des produits de transport	142,12
Indice des produits de services	143,12
Indice des produits de finance	144,12
Indice des produits de droit	145,12
Indice des produits de médecine	146,12
Indice des produits de pharmacie	147,12
Indice des produits de chimie	148,12
Indice des produits de métallurgie	149,12
Indice des produits de mécanique	150,12
Indice des produits de génie civil	151,12
Indice des produits de construction	152,12
Indice des produits de bâtiment	153,12
Indice des produits de décoration	154,12
Indice des produits de mobilier	155,12
Indice des produits de cuisine	156,12
Indice des produits de salle de bain	157,12
Indice des produits de chambre	158,12
Indice des produits de salon	159,12
Indice des produits de jardin	160,12
Indice des produits de piscine	161,12
Indice des produits de sport	162,12
Indice des produits de loisir	163,12
Indice des produits de culture	164,12
Indice des produits de science	165,12
Indice des produits de technologie	166,12
Indice des produits de communication	167,12
Indice des produits de transport	168,12
Indice des produits de services	169,12
Indice des produits de finance	170,12
Indice des produits de droit	171,12
Indice des produits de médecine	172,12
Indice des produits de pharmacie	173,12
Indice des produits de chimie	174,12
Indice des produits de métallurgie	175,12
Indice des produits de mécanique	176,12
Indice des produits de génie civil	177,12
Indice des produits de construction	178,12
Indice des produits de bâtiment	179,12
Indice des produits de décoration	180,12
Indice des produits de mobilier	181,12
Indice des produits de cuisine	182,12
Indice des produits de salle de bain	183,12
Indice des produits de chambre	184,12
Indice des produits de salon	185,12
Indice des produits de jardin	186,12
Indice des produits de piscine	187,12
Indice des produits de sport	188,12
Indice des produits de loisir	189,12
Indice des produits de culture	190,12
Indice des produits de science	191,12
Indice des produits de technologie	192,12
Indice des produits de communication	193,12
Indice des produits de transport	194,12
Indice des produits de services	195,12
Indice des produits de finance	196,12
Indice des produits de droit	197,12
Indice des produits de médecine	198,12
Indice des produits de pharmacie	199,12
Indice des produits de chimie	200,12

### MARCHÉ DES MARCHANDISÉS

Marchandise		Clôture
Or		104,12
Argent		101,12
Platine		102,12
Indice des matières premières		103,12
Indice des produits agricoles		104,12
Indice des produits industriels		105,12
Indice des produits de consommation		106,12
Indice des produits de luxe		107,12
Indice des produits de santé		108,12
Indice des produits de beauté		109,12
Indice des produits de mode		110,12
Indice des produits de sport		111,12
Indice des produits de loisir		112,12
Indice des produits de culture		113,12
Indice des produits de science		114,12
Indice des produits de technologie		115,12
Indice des produits de communication		116,12
Indice des produits de transport		117,12
Indice des produits de services		118,12
Indice des produits de finance		119,12
Indice des produits de droit		120,12
Indice des produits de médecine		121,12
Indice des produits de pharmacie		122,12
Indice des produits de chimie		123,12
Indice des produits de métallurgie		124,12
Indice des produits de mécanique		125,12
Indice des produits de génie civil		126,12
Indice des produits de construction		127,12
Indice des produits de bâtiment		128,12
Indice des produits de décoration		129,12
Indice des produits de mobilier		130,12
Indice des produits de cuisine		131,12
Indice des produits de salle de bain		132,12
Indice des produits de chambre		133,12
Indice des produits de salon		134,12
Indice des produits de jardin		135,12
Indice des produits de piscine		136,12
Indice des produits de sport		137,12
Indice des produits de loisir		138,12
Indice des produits de culture		139,12
Indice des produits de science		140,12
Indice des produits de technologie		141,12
Indice des produits de communication		142,12
Indice des produits de transport		143,12
Indice des produits de services		144,12
Indice des produits de		







